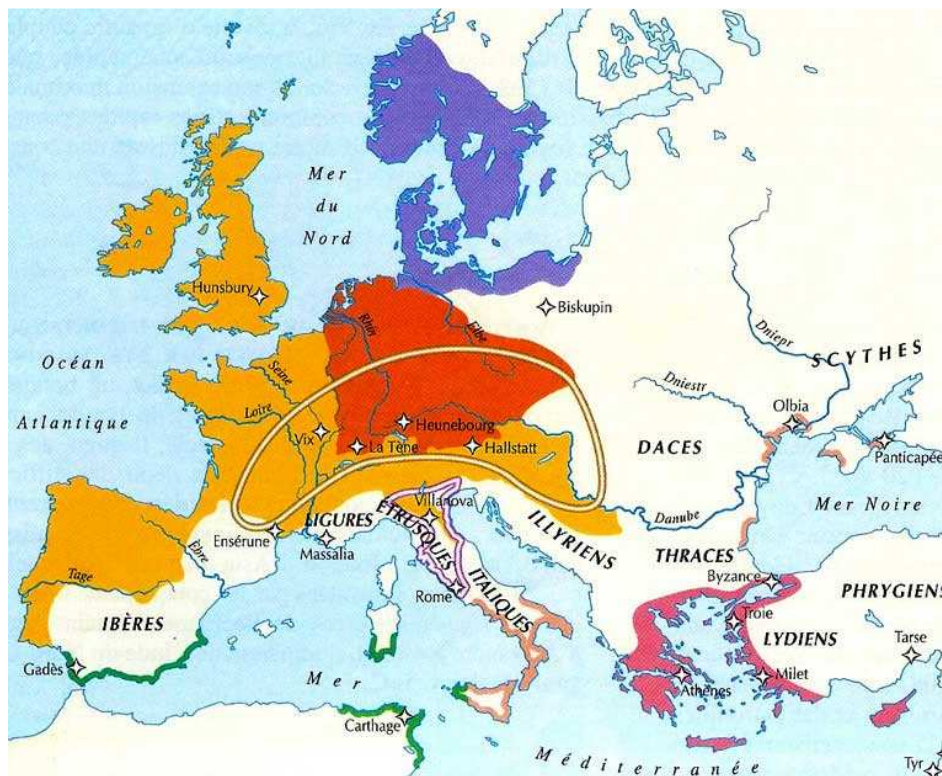


Antiquité : Des origines au 5e siècle

- [Les Gaulois](#)
- [La Conquête romaine](#)
- [La Gaule Romaine](#)
- [Les invasions](#)

Les Gaulois



- **Civilisation celte à partir du 10e siècle av. J.-C.**
- **Expansion celte à partir du 5e siècle av. J.-C.**
- **Peuples germaniques.**

Même si l'on peut remonter jusqu'à 2 millions d'années pour trouver des traces d'une présence humaine sur le sol de France, et surtout vers 35.000 av. J.-C. (**Lascaux** en Dordogne, **Carnac** en Bretagne), l'origine du peuple français est liée aux **Celtes**, qui ont pénétré dans cette région occidentale de l'Europe vers 1000 ans avant notre ère et plus massivement encore autour de 450 av. J.-C. (*voir carte*). Les Celtes sont un peuple issu de la famille des tribus indo-européennes, dont les Grecs et les Italiens font également partie. A cette époque, le territoire des Celtes est immense, il s'étend de l'Atlantique à la Mer Noire. Ces hommes font commerce avec les peuples du sud, les Grecs notamment, installés sur les bords de la Méditerranée, et qui fondent **Marseille** en 600 av. J.-C. Les Celtes ont une pratique funéraire particulière : leurs morts sont brûlés avec leurs possessions précieuses et leurs cendres sont placées dans des urnes de terre cuite qui sont ensuite mises en terre. Les plus prestigieux d'entre eux sont enterrés dans des tombes monumentales, les *tumulus*.

Les Celtes qui occupent la **Gaule**, une vaste région située à l'ouest du Rhin et qui va jusqu'aux Pyrénées, forment un ensemble de 90 peuples (*civitates*) dirigés par une aristocratie qui se réunit une fois par an pour un Conseil au cours duquel sont examinés les litiges entre tribus. Ils vivent dans des villages composés de huttes circulaires ou rectangulaires. Pour se protéger des assaillants, ils construisent des *oppidums*, vastes camps fortifiés situés sur des collines et où ils peuvent se réfugier en cas d'attaque. Leur maîtrise du fer et du bronze leur permet de produire des outils ou des épées d'excellente qualité et de fabriquer des bijoux remarquables dont les femmes aiment se parer. Ce sont des ouvriers habiles, ils construisent des chars à deux ou quatre roues, des embarcations avec lesquelles ils cabotent le long des côtes. Les Gaulois sont crédités de l'invention du tonneau de bois, plus léger et maniable que l'amphore de terre cuite; on leur doit aussi l'invention du savon, qu'ils obtiennent en mélangeant de la graisse et de la soude.

Ces **Gaulois**, guidés par leurs prêtres (*druides*), vouent un culte à la Terre, mère féconde des êtres et des choses; leurs divinités sont des lacs, des rivières, certains arbres de la forêt, des rochers. Il est probable aussi qu'ils pratiquaient le sacrifice humain. Ces hommes rudes qui vont parfois nus à la guerre aiment manger et boire, viande de sanglier, bière et vin, et une agriculture développée leur fournit toute sorte de céréales. Le chef est craint et respecté, le père à droit de vie et de mort sur tous les membres de sa famille. Ils sont aussi des guerriers entreprenants : en 390 av. J.-C., emmenés par leur chef **Brennos**, les Gaulois vont jusqu'à Rome pour en faire le siège et pillent la ville avant de se retirer contre une forte rançon. Cependant, dès le 3e siècle av. J.-C., les Romains s'organisent et résistent à l'expansion des Celtes.

La Conquête romaine

Les Romains consolident peu à peu leur puissance dans la péninsule d'Italie et en Méditerranée, appuyés sur une brillante civilisation qui s'inspire de la Grèce d'Alexandre. La conquête de la Gaule se fait en deux époques, d'abord de 124 à 121 av. J.-C., avec la prise de Marseille et d'Aix-en-Provence, qui aboutit à la colonisation d'une vaste région qui va des Alpes aux Pyrénées (la *Narbonnaise*). La Gaule du sud entre alors dans une période de révolution urbaine avec la construction de multiples monuments inspirés par Rome. Enfin, en 58 av. J.-C., sous la direction de **Jules César**, qui use du prétexte de contrôler les invasions barbares qui menacent à l'est du Rhin, les légions romaines envahissent la Gaule. La conquête totale sera achevée en quelques années. Les batailles coûtent cher aux peuples de Gaule, désunis et divisés par leurs rivalités internes : elles font plus d'un million de morts et des centaines de milliers d'hommes sont déportés en esclavage. Dans son ouvrage *La Guerre des Gaules*, César raconte cette longue campagne; le prestige qu'il a tiré de cette conquête lui a permis de devenir consul.



L'occupation romaine est violente et meurtrière, particulièrement en Belgique (nord). Un chef gaulois de la tribu des Arvernes, **Vercingétorix** ("*le grand roi des héros*"), tente alors de lutter contre l'occupation romaine en mobilisant les armées gauloises. Des feux sur les collines sont allumés partout dans le pays pour rallier la résistance. Les Gaulois pratiquent la tactique de la "terre brûlée", et après une victoire initiale du chef gaulois à **Gergovie** (Auvergne), César et Vercingétorix s'affrontent à **Alésia**, près de Dijon, en 52 av. J.-C. Cependant, au terme du long siège des troupes romaines devant l'oppidum, Vercingétorix doit finalement reconnaître sa défaite face à la force et à l'organisation de ses ennemis. Le chef gaulois dépose ses armes aux pieds de César. L'ultime bataille d'Alésia marque la fin de la Gaule antique et le début de la **Gaule romaine**. Cette défaite représente aussi une première étape dans la construction de l'unité de la Gaule, jusqu'à lors profondément divisée en tribus et en clans.

La Gaule romaine

L'occupation de la Gaule par les Romains dure 300 ans, c'est la fameuse *pax romana*, qui durera jusqu'aux premières invasions des peuples barbares de l'est. En plus de la Narbonnaise au sud, placée sous le contrôle direct de Rome depuis plus d'un siècle, le pays est divisé en trois régions administratives (Belgique, Celtique et Aquitaine). C'est la ville de Lyon qui après sa fondation en 43 av. J.-C., devient sous le règne d'**Auguste** la capitale des "Trois Gaules". Douze ans avant notre ère, un autel à la gloire d'Auguste est inauguré à **Condate**, près des rives de la Saône et du Rhône, face à Lyon. C'est ici que les Gaulois se réunissent annuellement en assemblée, comme ils le faisaient jadis, pour discuter des affaires du pays.



Le pont du gard

Au cours de la longue période de paix romaine, une relative prospérité s'installe, le commerce avec les pays du sud favorisent les Gaulois, qui exportent du blé, du vin et des viandes, des ouvrages de céramique et du textile. Les anciens guerriers rudes et belliqueux se transforment profondément et ils apprennent à construire des routes, des ponts, des aqueducs (le **pont du Gard** en 50) qui alimentent en eau des villes qu'ils équipent d'arènes pour les jeux et de thermes pour la détente, comme à Rome. La société civile s'organise également, les Gaulois sont peu à peu intégrés aux administrations, participent aux gouvernements locaux et certains représentants des Trois Gaules sont même admis au sénat de Rome, en 48, sous le règne de Claude. Enfin, une bourgeoisie urbaine se forme dans les grandes villes, dont fait partie **Lutèce** (Paris). Dans les campagnes, de grands propriétaires fonciers apparaissent, ils développent une activité agricole intense et sont à l'origine de la seigneurie féodale.



Nîmes, Arènes

Les habitants de la Gaule sont ainsi devenus des **gallo-romains**, les plus cultivés d'entre eux parlent la langue de Rome, révèrent le panthéon des dieux gréco-romains, même si certains rites et croyances celtiques persistent. Dès le premier siècle de notre ère, le christianisme pénètre en Gaule et c'est en 177 qu'ont lieu à Lyon les premières persécutions contre des chrétiens, parmi lesquels figure la jeune martyre Blandine, livrée aux lions dans les arènes.

Les invasions



Guerriers francs



Guerriers germanains

Attirés par la prospérité du pays et aidés par les infiltrations d'éléments étrangers dans les armées gallo-romaines, les envahisseurs **germaines** venus de l'est de l'Europe se répandent en Gaule. En 253, les Alamans et les Francs franchissent une première fois la *limes*, la frontière fortifiée sur le Rhin et en 275, la Gaule est complètement envahie par des barbares (ainsi nommées par les Romains parce qu'ils ne parlent ni grec ni latin) qui pillent tout sur leur passage. Le chaos dure près de deux siècles, malgré une tentative par l'empereur **Constantin** en 355 de renforcer la frontière du Rhin afin d'empêcher de nouvelles invasions.

En 406, une gigantesque population, composée d'hommes, de femmes, d'enfants, de chariots et de bétail, passe le Rhin pour se réfugier en Gaule et fuir les armées des Huns, venus de la lointaine Mongolie. Ce vaste peuple de diverses origines s'installe dans différentes régions de la Gaule : les Wisigoths dans le sud-ouest autour de Toulouse, les Alains en Aquitaine, les Burgondes dans la vallée du Rhône, les Francs sur la rive gauche du Rhin et en Belgique et les Alamans en Alsace. Ces envahisseurs bouleversent l'unité gallo-romaine, car ils apportent avec eux leur culture, leurs traditions et leur organisation politique. Une coalition de ces peuples se forme pourtant en 451 pour repousser **Attila**, le chef des **Huns**, dont la domination sur l'Europe centrale fait trembler l'Empire d'Orient. Attila est défait près de Troyes, il détruit Metz et Reims puis se présente devant Lutèce (Paris) qu'il ignore toutefois, persuadé qu'il n'y trouverait pas de richesses. Attila est à nouveau battu près d'Orléans, ce qui le force à fuir et à se réfugier vers le Danube.

Ces vastes migrations du nord vers le sud et d'est en ouest qui se sont succédé du 3^e au 5^e siècle ont profondément changé la démographie, la culture et l'économie gallo-romaines. Elles ont également mis fin à l'**empire romain d'Occident**; la Gaule est désormais contrôlée par des rois barbares et elle entre dans une nouvelle période, le **Moyen Âge**.

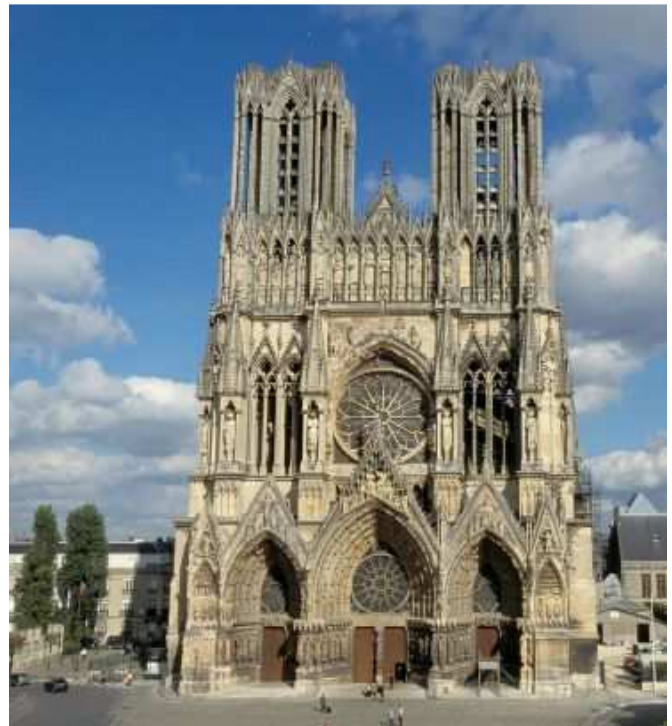
Moyen Age : Du 6e au 15e siècle

- [Les Mérovingiens](#)
- [Les Carolingiens](#)
- [Les Capétiens](#)
- [Saint Louis](#)
- [La guerre de Cent Ans](#)
- [Jeanne d'Arc](#)

Le Moyen Age français est une période longue de près de mille ans, comprise entre la fin de l'Empire romain d'Occident (476) et la restauration du pouvoir royal en France, vers la fin du 15e siècle. Cette période est caractérisée par le morcellement du royaume en **clans** rivaux, la montée en puissance de l'**Eglise romane** et la domination d'une classe de **nobles** sur la vaste majorité de la population. Même si le **latin** est largement utilisé à travers l'Europe par l'élite intellectuelle qui enseigne dans les grands centres universitaires de France (Paris, Toulouse, Montpellier), c'est la **langue romane** qui domine, un mélange de latin, de celte et de german. Dès le 11e siècle, les œuvres littéraires sont le fait de poètes voyageurs se déplaçant de châteaux en châteaux pour y produire leurs *chansons de geste*. Les **trouvères** chantent en langue d'oïl, constituée par les dialectes du nord de la Loire, alors que les **troubadours** s'expriment en langue d'oc (dialectes du Sud). Ces œuvres célébraient d'abord les exploits guerriers des seigneurs puis peu à peu, s'inspirant des **mœurs courtoises** de la cour, les poèmes ont chanté l'amour et les devoirs d'hommage du chevalier envers sa dame. Le Moyen Age laisse aussi un extraordinaire héritage architectural avec la multiplication des villes souvent entourées de **fortifications**, ainsi qu'avec l'épanouissement de l'**art roman** vers le 10e siècle, puis de l'**art gothique** à partir du 13e siècle.



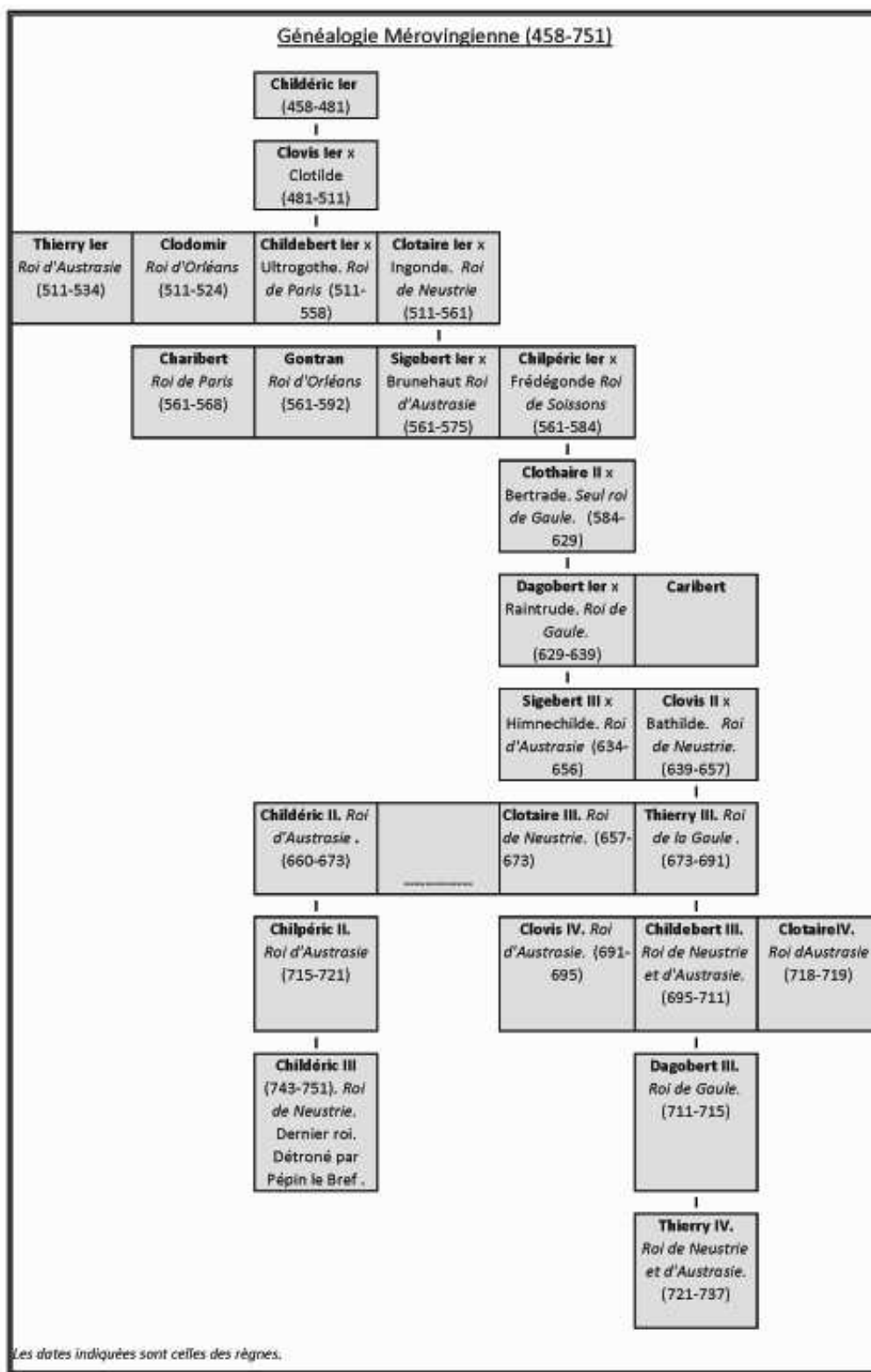
Eglise Saint Martin (Art roman)



Cathédrale de Reims (Art gothique)

Les Mérovingiens

Les **Francs**, qui occupent un royaume dans le nord de la Gaule, couronnent en 481 leur nouveau roi **Clovis** (465-511), qui n'a que 15 ans. Avec lui, ils fondent la **dynastie mérovingienne**, du nom d'un de leurs ancêtres, Mérovée. C'est aussi avec ce nouveau roi que s'amorce la lente reconstruction de l'unité de l'ancienne Gaule romaine et du futur royaume de France. L'ambition de Clovis est de former un grand royaume qui englobe tous les peuples germaniques qui se sont installés en Gaule. Il combat ainsi et soumet les armées de Syagrius, dans le centre et l'ouest de la Gaule, puis les Alamans dans la vallée du Rhin et enfin les Wisigoths en Aquitaine. Converti au **christianisme** en 496 à la suite de son mariage avec **Clotilde**, le roi Clovis ajoute à son domaine celui des Burgondes, dont son épouse est l'héritière. Clovis parvient de cette façon à réaliser vers la fin de son règne une certaine cohésion territoriale et culturelle du pays en réunissant sous son contrôle des Gallo-Romains, au nord de la Loire et des Germains, au sud. C'est aussi pendant cette période que **Paris**, l'ancienne Lutèce, devient la capitale du royaume franc, prenant la place de Lyon, la préférée de Rome. Clovis représente dans l'histoire de France la première étape de la fusion progressive des civilisations originaires de l'Europe de l'est et de



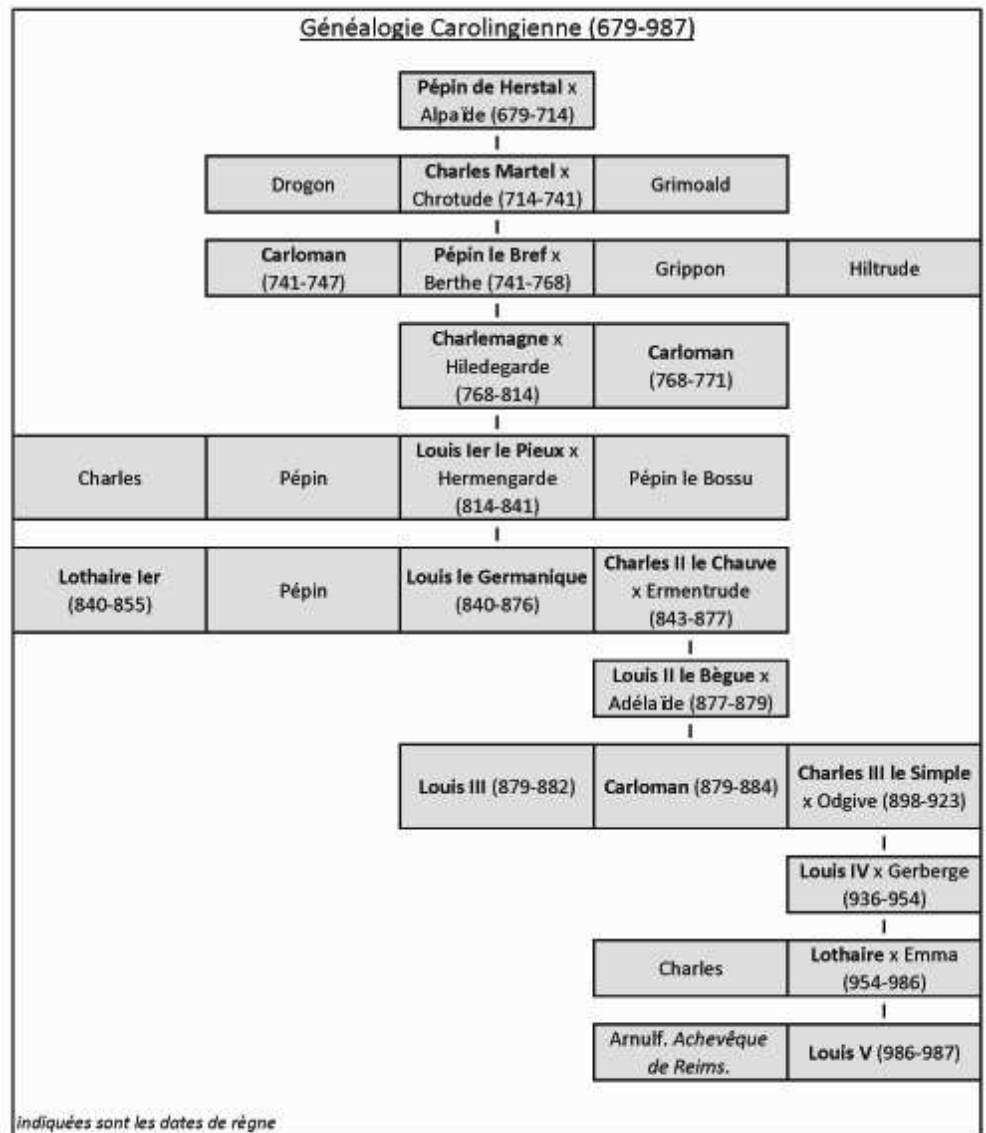
l'héritage gallo-romain qui coexistent dans le pays à cette époque.

A la mort de Clovis au début du 6e siècle, bien que l'unité culturelle qu'il a construite résiste, ses héritiers entrent dans des querelles de rivalités qui conduisent à des partages du royaume dans une confusion qui durera 250 ans. En dépit de ces divisions, certains rois, tels que Clotaire II, Dagobert et Childéric II parviennent à préserver une cohésion au royaume. Avec les **rois mérovingiens** qui se succèdent, certaines régions émergent et dominent : au sud, l'Aquitaine, la Provence et la Bourgogne; au nord, la Neustrie et l'Austrasie. Mais l'image principale qui reste de cette époque est une succession de rois fantoches et décadents (*les rois fainéants*) dépourvus de réel pouvoir, manipulés d'une part par les **maires** qui contrôlent l'administration du palais et d'autre part une aristocratie de province dont la montée en puissance provient de leur détention de vastes domaines partout dans les provinces.

Les Carolingiens

En 732, **Charles Martel**, un Austrasien, chef de Neustrie, repousse avec succès une invasion arabe (les Sarrasins) à Poitiers. Cette victoire lui permet de consolider son pouvoir et d'étendre son influence dans toutes les régions de l'ancienne Gaule. Son fils Pépin III, dit **Pépin le Bref**, se fait élire roi des Francs en 751 à Soissons dans une cérémonie réunissant les nobles du royaume et au cours de laquelle il reçoit la bénédiction des évêques. Trois ans plus tard, Pépin est à nouveau sacré, par le pape cette fois, à Saint Denis, près de Paris. Ces sacrements ont une signification particulière pour l'avenir de la royauté en France, car ils illustrent la nouvelle personne sacrée du roi, désormais investie de l'autorité divine qui lui est donnée par les représentants de l'Eglise, associés ainsi à l'autorité royale. Avec le sacrement de Pépin le Bref, c'est aussi une nouvelle dynastie qui commence, celle des **Carolingiens**.

Charlemagne hérite du pouvoir à la mort de Pépin le Bref. Il renforce l'unité du pays commencée sous le règne de son

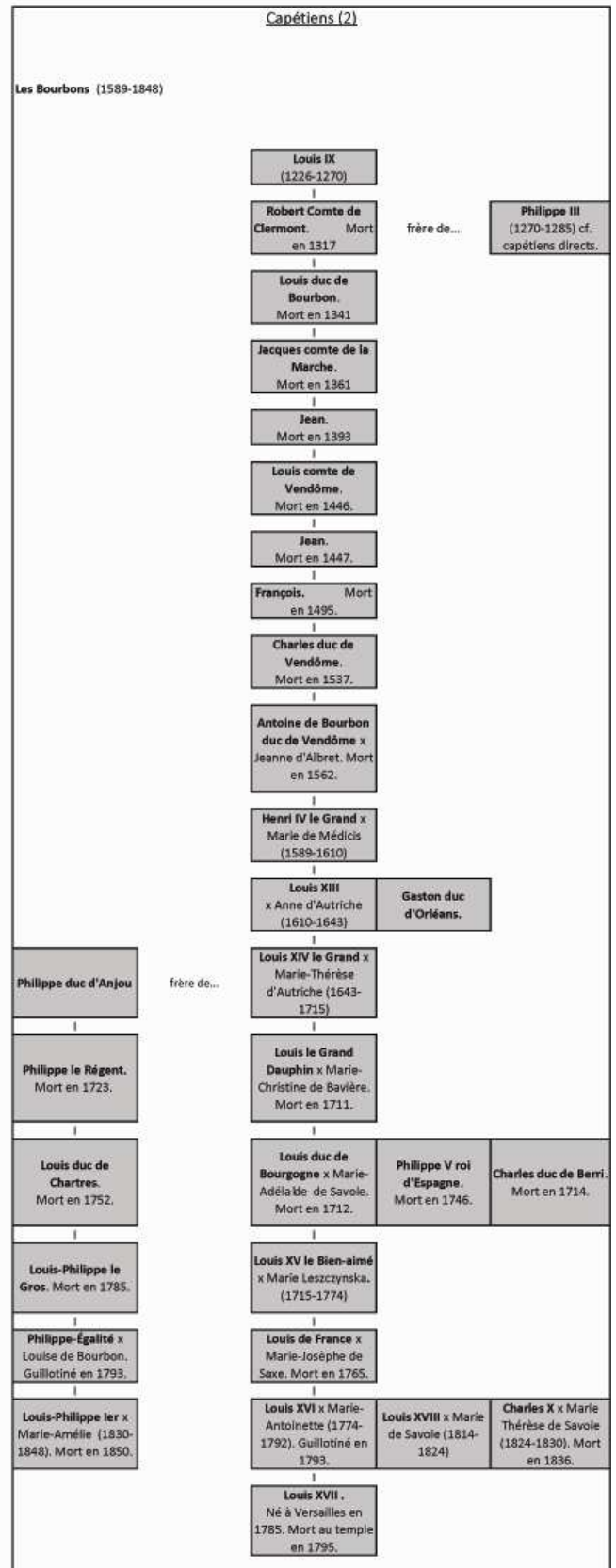
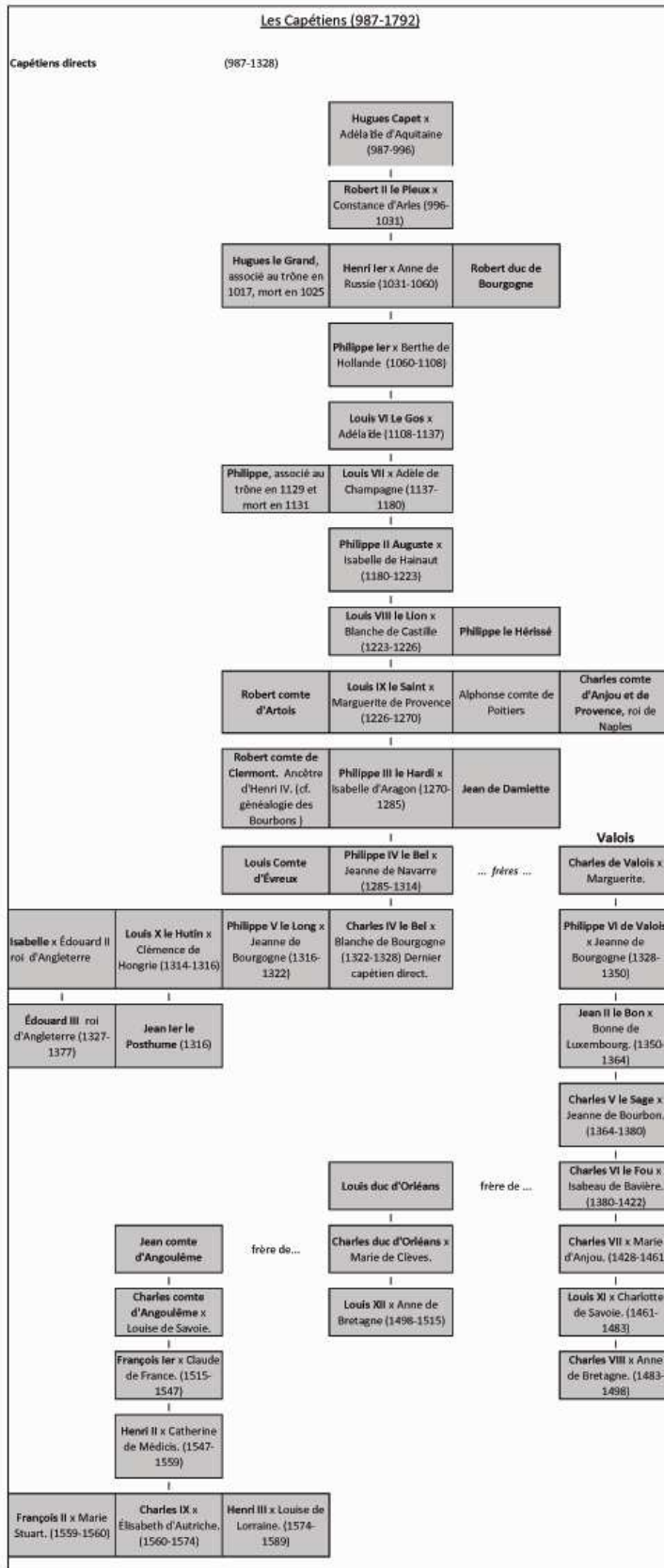


père tout en créant un empire dont le territoire s'étend bien au-delà du royaume franc, jusqu'au Danube et dans l'Italie du nord. Allié des papes, de qui il reçoit la bénédiction en 800 lorsqu'il est **sacré empereur** à Rome, il intervient personnellement dans le nord de l'Italie contre les Lombards, en Espagne contre les musulmans, en Saxe contre les païens et en Bavière contre les descendants des Huns. Entre temps, Charlemagne le pieu "invente" l'école, selon la mythologie française, en créant des écoles monastiques pour les enfants. Il répartit son empire en royaumes qui sont subdivisés en comtés et en diocèses. Les premiers sont administrés par des comtes et les seconds supervisés par des évêques que l'empereur nomme lui-même. Ces entités territoriales jouissent d'une certaine autonomie mais doivent suivre les directives religieuses émises par l'Etat.

Durant le long règne de Charlemagne, de 768 à 814, l'empire des Francs chrétiens atteint une apogée, il constitue la force dominante en Europe occidentale. Cette époque est particulièrement brillante et féconde pour les arts, à tel point qu'elle a été nommée la **renaissance carolingienne**. Mais l'empire se morcelle à nouveau après la mort de Charlemagne; encore une fois, l'unité fragile ne résiste pas aux querelles de ses héritiers. En 843, par un accord entériné à Verdun, ses trois petits-fils se partagent l'empire; c'est probablement dans ce partage que commence véritablement l'histoire du royaume de France : **Charles le Chauve** règne sur la **Francia Occidentalis** (Aquitaine et Neustrie); **Louis le Germanique** sur la **Francia Orientalis** (de la Saxe au nord jusqu'à la Bavière au sud); enfin, **Lothaire** s'arroge un royaume situé entre les deux précédents, la **Lothargie**, qui comprend la Lorraine, la Bourgogne, la Provence et la Lombardie. Ce royaume intermédiaire fera l'objet d'incessants combats entre la future France, à l'ouest, et la future Allemagne, à l'est.

Par ailleurs, de nouveaux envahisseurs venus du nord, les **Vikings**, appelés aussi les Normands, font de fréquentes incursions dans le royaume, comme partout en Europe. Leurs *drakkars*, de longs navires à fond plat, leur permettent une grande mobilité en mer et sur les fleuves. Ils menacent Paris deux fois, en 845 puis en 885, lorsqu'ils en font le siège durant une année avec 20.000 hommes, se retirant finalement contre une forte rançon. Les Vikings s'installent définitivement dans la partie nord-ouest de la France vers la fin du 9e siècle. Ce territoire deviendra en 911 le duché de **Normandie**, après la signature d'un traité de paix entre **Charles III**, roi de Francia Occidentalis depuis 898 et **Rollon**, chef normand, à qui le roi offre sa fille en mariage, selon la tradition. Rollon a un illustre descendant, **Guillaume de Normandie**, qui conquiert l'Angleterre en 1066 à la suite de la bataille

Les Capétiens



En 987, à la mort de Louis V, dernier roi carolingien, **Hugues Capet** accède au trône. Il est le premier monarque de la longue dynastie des **Capétiens** directs, qui durera près de 350 ans, jusqu'au début du 14e siècle. Par ses différentes branches, la lignée capétienne continuera jusqu'au 19e siècle, avec Charles X, dernier roi de France. L'ère nouvelle qui débute avec le premier des Capétiens est marquée par une organisation de type féodal, déjà mûrie sous les Carolingiens. Dans ce système, chaque sujet est

un **vassal** qui jure fidélité et soutien à un **seigneur** plus important, le **suzerain**, qui lui offre en échange sa protection et une terre, nommée le **fief** (lat. *feodum*, d'où l'adjectif **féodal**). Cette organisation pyramidale d'autorité et de subordination réciproques remonte jusqu'au roi, qui siège au sommet de la hiérarchie, sans que ce dernier ait à se mêler des échelons inférieurs. L'une des conséquences majeures de la mise en place d'un tel système a été le développement sans précédent des terres cultivées à l'intérieur du royaume, ainsi que la multiplication des villes, témoignant de l'essor économique des régions. Par ailleurs, les Capétiens instaurent la **monarchie héréditaire**, par laquelle le **fil aîné** hérite automatiquement du trône de France. Les autres fils reçoivent un **apanage**, c'est-à-dire un territoire vassal mais indépendant qui leur appartient en droit et qu'ils transmettent à leurs héritiers. L'apanage représente un grand danger pour le roi, car ce système fragmente le royaume et certaines provinces peuvent se retourner contre lui, comme cela a été le cas au 14^e siècle pour la puissante Bourgogne.

Le 11^e siècle marque aussi le début des **Croisades**, dont la première a lieu en 1095. A l'appel du pape, les chrétiens d'Occident se mobilisent pour se rendre à Jérusalem et en chasser les Turcs qui occupent la ville sainte depuis vingt ans. Des foules massives venues de toutes les régions d'Occident se dirigent vers le lieu mythique de la naissance du Christ. Malgré la lourdeur des pertes humaines qu'entraînent les nombreuses batailles et les périls du voyage, les Chrétiens parviennent à libérer Jérusalem en 1098. Cette croisade provoque un fort sentiment d'unité à travers tout le monde chrétien, sept autres croisades auront lieu au cours du 12^e et du 13^e siècles.

En 1137, **Louis VI**, dit le Gros, cinquième des rois capétiens, trouve la mort. Quelques semaines plus tôt, il a arrangé le mariage de son fils le dauphin Louis, 17 ans, à la belle **Aliénor**, 15 ans, comtesse du Poitou et seule héritière du vaste duché d'Aquitaine. Cette alliance, avant tout politique, permet au royaume capétien d'élargir pour la première fois son influence au sud de la Loire. Aliénor, sensible et cultivée, est malheureuse dans ce mariage, qui la contraint à vivre parmi les chevaliers du Nord qui ne pensent qu'à la guerre. Pire, elle ne conçoit pas d'enfant pour la succession du roi. En 1147, alors qu'elle accompagne son époux **Louis VII** pour la seconde croisade, on la soupçonne même d'adultère. Au retour de la croisade, qui lui a fait connaître Byzance, Antioche et Jérusalem, Aliénor donne enfin naissance à un enfant, mais c'est une fille... Louis VII décide alors en mars 1152 de répudier la reine et de divorcer. Aussitôt le concile terminé, Aliénor rentre en Aquitaine et épouse peu après son jeune et bel amant, **Henri Plantagenêt**, duc de Normandie et de Bretagne, comte d'Anjou, de Touraine et du Maine et, désormais, duc d'Aquitaine. Deux ans plus tard, à l'âge de 21 ans, **Henri Plantagenêt** devient roi d'Angleterre et contrôle plus de la moitié du royaume de France. Henri Plantagenêt, vassal du roi, est en fait bien plus puissant que Louis VII, son suzerain. Quant à l'Aquitaine, perdue pour les Capétiens par un mauvais mariage, elle restera sous la domination anglaise pendant trois siècles.

En 1200, Aliénor, reine d'Angleterre, décide de renouer les liens avec le royaume de France dans l'espoir de mettre un terme aux hostilités entre les deux pays. Elle parvient à conclure le mariage de sa petite-fille, **Blanche de Castille** avec Louis, fils de **Philippe Auguste** (1180–1223). Cependant, si cette union réussit cette fois au plan sentimental, elle échoue au plan politique : Philippe Auguste, septième des rois capétiens, fils de Louis VII, est décidé à reconquérir le territoire perdu aux Anglais. Sous son règne, le royaume s'élargit à nouveau, il inclut désormais la Normandie, le Poitou, la Touraine et l'Anjou (*voir [carte](#)*). Philippe Auguste remporte une victoire décisive à **Bouvines** (1214) contre les alliés de **Jean Sans Terre** (1167-1216), roi d'Angleterre, fils d'Henri II Plantagenêt et d'Aliénor, et frère de **Richard Cœur de Lion**, son prédécesseur sur le trône.

Saint Louis (1215-1270)



Le petit-fils de Philippe Auguste devient roi à l'âge de 12 ans, en 1226, son père ayant trouvé la mort au cours d'une croisade, trois ans après le début de son règne. **Louis IX** est sacré à Reims, alors que la cathédrale est encore en construction. Sa mère, Blanche de Castille, assure la régence jusqu'à la majorité du jeune roi, qui sera célèbre sous le nom de **Saint Louis**, après sa canonisation en 1297. Le long règne de Louis IX, qui prend fin en 1270, lorsqu'il meurt du typhus devant Tunis, marque l'apogée de l'ère capétienne.

Ce roi à la fois aimé et craint de ses sujets renforce le pouvoir royal autour de la personne du roi, tout en créant un système par lequel chaque sujet peut porter plainte directement à la cour royale contre les abus des autorités seigneuriales locales. Cette procédure remet en cause les structures essentielles du système féodal, selon lesquelles le peuple est à l'extrémité de la chaîne du pouvoir.

Cette initiative a fait de Saint Louis un roi plus proche de ses sujets dans l'imagination populaire en même temps qu'elle renforçait sa position d'arbitre suprême. A Paris, un collège pour les pauvres est fondé en 1257, qui deviendra plus tard un des principaux centres du savoir en Europe, l'**Université de la Sorbonne**.

Saint Louis acquiert une réputation de roi chrétien en participant à deux croisades et en exigeant de son peuple une ferveur sans concession, à la mesure de sa propre dévotion. C'est durant son règne que s'épanouit l'art gothique, avec la construction de la **Sainte Chapelle** à Paris, ainsi que celle des **cathédrales** de **Reims**, de **Chartres** et d'**Amiens**, chefs-d'œuvre de l'art gothique. Son règne apporte aussi la paix au pays, et une certaine prospérité économique. En revanche, les guerres ne sont pas absentes durant cette période, le Traité de Paris en 1259 met fin aux hostilités avec l'Angleterre, par lequel plusieurs provinces du sud-ouest de la France sont remises à Henri III.

Faute d'héritier mâle, la dynastie des Capétiens s'achève en 1328, à la mort de **Charles IV**, l'un des arrière-petits-fils de Saint Louis. La **loi salique**, publiée en 1316, interdit en effet aux femmes la succession au trône. La couronne de France passe ainsi à la branche des Valois, représentée par **Philippe VI**, fils de Charles de Valois, lui-même fils cadet de **Philippe III** (1245-1285), le successeur de Saint Louis.

La guerre de Cent Ans (1337–1453)

Ce changement de dynastie coïncide avec l'une des périodes les plus sombres de l'histoire de France. L'ennemi est désormais l'Angleterre et lorsqu'il arrive au pouvoir, Philippe VI veut reprendre au royaume d'Outre Manche les territoires du sud-ouest qui ont été concédés sous le règne de son père. Toutefois, les armées des chevaliers du roi de France ne parviennent jamais à être à la hauteur des soldats d'Henri III. Il s'ensuit des défaites catastrophiques des Français contre les Anglais, d'abord à **Crécy** (1346), puis à **Calais** (1347). Peu après, une grave **épidémie de peste noire** sévit sur le pays. Apparue en 1347 à Marseille, elle s'étend rapidement sur tous le pays et fait des millions de victimes, que l'on estime à un tiers de la population de France. La catastrophe est telle et les médecins si impuissants qu'elle provoque des comportements extrêmes parmi la population, tels que le massacre de populations juives (Strasbourg, 1349), accusées d'être à l'origine du mal. D'autres épidémies au cours du 14e siècle ajouteront encore au désastre démographique et économique qui a frappé le royaume.

A la mort de Philippe VI, **Jean Le Bon** accède au trône (1356) et engage à nouveau la guerre contre l'Angleterre, sans plus de succès que son père toutefois. Ses défaites successives, en particulier à **Poitiers** en 1356 lorsqu'il est fait prisonnier, conduisent à la paix de **Calais** (1360), par laquelle la France concède à l'Angleterre la ville de Calais et surtout, l'ensemble du sud-ouest du royaume.

Charles V (1364–1380), fils de Jean le Bon, entreprend avec plus de succès une reconquête du royaume à l'ouest et vers la fin de son règne, les Anglais ne possèdent plus que quelques villes, dont Bordeaux, Brest, Calais et Cherbourg. Toutefois, la situation se renverse à nouveau au cours du règne de **Charles VI** (1380-1422), son successeur. Deux facteurs essentiels contribuent à ce retournement : d'une part, les crises de démence fréquentes de Charles VI, qui l'empêchent de gouverner le royaume; d'autre part, un climat de guerre civile est provoqué par la grave scission entre **Armagnacs**, à l'ouest du pays et en Ile de France, et une nouvelle puissance, celle des **Bourguignons**, à l'est et au sud. Ces derniers sont conduits par le duc de Bourgogne, **Jean sans Peur**. Henri V, roi d'Angleterre, profite de ce conflit et enregistre une victoire éclatante sur les armées de Charles VI à la bataille d'**Azincourt** (1415), au cours de laquelle 5000 Français trouvent la mort, dont de nombreux nobles de la cour. Cette victoire décime l'armée française et entraîne d'autres succès militaires de l'Angleterre, qui reprend finalement la Normandie, passée sous le contrôle de la France depuis deux siècles.

La situation devient désespérée lorsque Jean sans Peur est tué en 1419 par le dauphin Charles et le clan des Armagnacs. Son fils et successeur **Philippe le Bon** s'allie alors avec Henri V dans le but d'affaiblir les Valois. En raison de la maladie mentale qui empêche Charles VI de gouverner, c'est la reine **Isabeau de Bavière** qui préside la régence; face à ces ennemis puissants, elle ne peut résister longtemps et consent finalement à signer le **Traité de Troyes**, en 1420. Selon les termes de cet accord, **Catherine de France**, la fille de Charles VI et d'Isabeau, est donnée en mariage au roi d'Angleterre. Par ailleurs, le dauphin Charles est déshérité et la couronne de France doit revenir à Henri V à la mort du roi. Le royaume de France est ainsi remis aux Anglais. Même si ce plan ne réussit pas complètement en raison de la mort d'Henri V en 1422 (la même année que celle de Charles VI), ce traité marque une date sinistre de l'histoire de France, il signifie la fin de la cohésion nationale construite lentement par les Capétiens et les Valois. Il semble que le pays est ramené à une situation comparable à celles qu'il a déjà connues au premier siècle avant notre ère avec la conquête romaine, ou au 5e siècle avec les invasions barbares.

Jeanne d'Arc (1412-1431)

Le rôle et le symbolisme de **Jeanne d'Arc**, dite la Pucelle d'Orléans, sont cruciaux à la fois pour l'histoire de France et pour l'imaginaire collectif français. Son histoire est un mélange d'héroïsme et de magie : cette fille de paysans de Lorraine, profondément pieuse et qui entend des voix divines lui demandant de remettre le **dauphin Charles** sur le trône de France, incarne le renouveau de l'esprit de nation parmi le peuple français contre l'envahisseur d'Outre Manche. Au moment où Jeanne commence sa mission qui lui est commandée par Dieu, la France est sous la régence du duc de Bedford, frère d'Henri V, roi d'Angleterre. Charles le dauphin, personnage faible et sans charisme, n'est reconnu comme roi que dans certaines provinces du Centre et du Sud de la France, ce qui lui vaut le surnom moqueur du "roi de Bourges". Après plusieurs tentatives pour rencontrer le roi, Jeanne est finalement amenée au palais. Méfiant, Charles se déguise et se cache parmi la foule des courtisans tandis qu'un autre prend sa place. Pourtant, Jeanne, qui n'a jamais vu le dauphin, se dirige aussitôt vers Charles et lui fait part de son intention de délivrer **Orléans**, ville favorable aux Valois mais assiégée par les Anglais. Après d'autres épreuves qui lui permettent finalement de gagner la confiance de la cour, elle reçoit une armée, un drapeau et des armes pour accomplir sa mission. Partie à la tête des troupes du dauphin à l'assaut d'Orléans, elle parvient à délivrer la ville en 1429. Son second objectif est de faire couronner Charles à **Reims**, une ville située en territoire bourguignon, afin d'assurer la légitimité du prétendant au trône de France. Quelques semaines plus tard, elle réussit, le dauphin est enfin couronné et devient le nouveau roi de France, **Charles VII**



Ce sacre est important, mais la reconquête du royaume de France est encore plus cruciale. Charles VII hésite, et cette hésitation conduit finalement à la capture de Jeanne d'Arc par les Bourguignons à **Compiègne**, près de Paris, en 1430. Vendue aux Anglais, Jeanne est transférée à **Rouen** où elle est jugée. Le procès la déclare hérétique, et elle est brûlée en 1431 sur une place de Rouen. Au milieu des flammes, Jeanne criait encore le nom de Jésus. La mort de Jeanne d'Arc pourtant ne stoppe pas le processus de reconquête. Pour combattre plus efficacement les occupants anglais, Charles VII s'allie finalement à Philippe le Bon, duc de Bourgogne, par le **Traité d'Arras** (1435). Même si le traité laisse d'énormes concessions territoriales et politiques au duc de Bourgogne (il n'est plus désormais un vassal), cette alliance retrouvée reconstitue l'unité des Français. Les Anglais sont chassés de Picardie, puis plus tard, de Normandie (1450) et finalement, tout le sud-ouest est reconquis en 1453, y compris la Guyenne (autour de Bordeaux) où les Anglais étaient installés depuis trois siècles. Ces victoires marquent la fin de la guerre de Cent Ans.

L'unité du royaume de France est achevée par **Louis XI**, le successeur de Charles VII en 1461. Le nouveau roi engage immédiatement la lutte contre les anciens alliés de l'Angleterre, représentés désormais par **Charles le Téméraire** (1433-1477), duc de Bourgogne. Lorsque Charles prend en 1467 la succession de son père Philippe le Bon, le territoire qu'il hérite comprend non seulement la Bourgogne et la Franche Comté, mais aussi le Luxembourg, la Belgique et la Hollande. Cette puissance représente une menace considérable pour Louis XI, qui sait que Charles rêve d'un état indépendant encore plus grand qui rivalise avec le royaume de France. Pendant dix ans, Louis XI et Charles le Téméraire s'affrontent dans des batailles. En janvier 1477, à Nancy, Charles est finalement tué au combat et ses armées se dispersent. Sa mort marque la fin de l'Etat bourguignon : les héritiers de Charles remettent la Bourgogne et la Picardie à Louis XI. Quand ce dernier meurt à son tour, en 1483, les Valois ont encore réuni sous leur autorité l'Anjou, le Maine et la Provence.

Le 15e siècle a été une période difficile pour le royaume de France, la rivalité entre Armagnacs et Bourguignons aurait pu lui être fatale. Pourtant, la France sort renforcée de ce siècle d'affrontements, et elle entre alors dans une nouvelle période, la **Renaissance**, largement suscitée par un grand attrait pour le voisin du sud, l'Italie.

Ancien Régime : Du 16e au 18e siècle

- [Les guerres d'Italie](#)
- [La Renaissance](#)
- [Les guerres de Religion](#)
- [Vers la monarchie absolue](#)
- [Les Lumières](#)

Les trois siècles qui s'écoulent entre la restauration du pouvoir royal sous Louis XI (1461-1483) et la Révolution française (1789-1799) peuvent être regroupés sous le nom d'**Ancien Régime**. Cette période marque la culmination du pouvoir royal en France, notamment sous le règne de Louis XIV (1643-1715), soutenu par la **noblesse** et le **clergé**. Trois phases essentielles se détachent : la **Renaissance** du 16e siècle, l'**Age classique** du 17e siècle et enfin les **Lumières** du 18e siècle. Chacune de ces périodes est riche d'inventions dans les arts, les lettres et la vie intellectuelle, mais elles révèlent aussi des troubles économiques et sociaux profonds. La Renaissance est l'époque de la redécouverte des valeurs antiques des grandes civilisations grecques et romaines, des courageux voyages maritimes et de la rencontre avec l'autre. En même temps, c'est aussi l'époque de graves conflits internes entre **catholiques** et **protestants**. L'Age classique favorise l'avènement des grandes œuvres, fait triompher la raison, mais les rivalités européennes sont exacerbées par des guerres continuelles, les sujets du royaume sont exploités, comme le sont les peuples d'outre-mer par l'esclavage. Le siècle des Lumières fait entrer le pays dans le cycle du progrès et des sciences, les philosophes défendent un esprit libre et tolérant, dénoncent la tyrannie; pourtant, la fracture entre riches et pauvres s'agrandit, les uns (bourgeois et marchands) s'enrichissent tandis que les autres (paysans et ouvriers) s'appauvrissent, jusqu'à ce que la crise de 1789 vienne faire tout basculer. Ces trois siècles sont une période cruciale pour le royaume de France, pour le devenir européen et mondial, ils préparent les mutations fondamentales des 19e et 20e siècles d'un monde en marche vers la modernité.

Les guerres d'Italie

En 1491, le jeune **Charles VIII**, qui succède à son père Louis XI, réalise une unité que le royaume de France n'avait jamais connue jusque là. A la suite du siège de Rennes par les armées françaises, Anne, duchesse de Bretagne, consent à se marier au roi de France. Grâce à cette union, cette province occidentale longtemps indépendante rejoint la couronne des Valois. Toutefois, ce mariage ne produira pas d'héritier et le trône reviendra plus tard à une autre branche des Capétiens, les Orléans. Charles VIII ne se contente pas de la Bretagne, il rêve surtout de reconquérir le royaume de Naples, qui a autrefois appartenu à la France par héritage. Son règne de neuf années sera ainsi placé sous le signe de la guerre avec le voisin du sud, et les **guerres d'Italie**, qu'il commence en 1495, vont durer jusqu'en 1559. D'abord victorieux à Naples, Charles VIII doit abandonner la ville un an plus tard, face à une ligue qui regroupe les Vénitiens, le duché de Milan et les armées du pape. En 1498, son successeur **Louis XII**, un Orléans, reprend les guerres d'Italie : après des succès initiaux, il est lui aussi contraint de se replier et de renoncer à ses conquêtes dans la péninsule.

Au terme d'une paix relative de quelques années, **François 1er** (1515-1547), nouveau roi de France, enregistre dès l'année de son couronnement une victoire éclatante à **Marignan**, non loin de Milan, en 1515. A ce moment, il est devenu évident que même si le théâtre des batailles se situe en Italie, l'enjeu véritable est la domination du sud de l'Europe, de son réseau de routes commerciales, essentiel pour les échanges et la vitalité économique du pays. Les principaux acteurs du conflit sont le royaume de France et la Bourgogne, la province renégate alliée de l'Autriche et où règne **Charles Quint**, l'héritier de Charles le Téméraire. Au-delà de cette rivalité se profilent les disputes religieuses qui apparaissent entre les partisans de la **Réforme** et les fidèles de l'**Eglise de Rome**. Ces disputes vont plonger la France dans un climat de guerre civile durant la seconde moitié du 16e siècle.

La Renaissance

Les expéditions d'Italie ont exercé un effet puissant sur la France, à tel point que le 16e siècle est celui de sa **Renaissance**. L'Italie, par sa position géographique, ses activités commerciales, est largement ouverte sur les riches sociétés méditerranéennes et orientales; à la suite de la **prise de Constantinople** par les Turcs ottomans en 1453, une vague de réfugiés de savants et d'intellectuels fuient vers la péninsule, apportant avec eux la brillance et les savoirs de l'**Empire Byzantin** ; par ailleurs, l'Italie porte toujours en elle les traces des grandes civilisations antiques de Grèce et de Rome, qui continuent d'inspirer la vie intellectuelle et artistique.



Azay-le-Rideau



Chambord

Les rois français sont tout simplement impressionnés par cette grandeur du passé de l'Italie et l'éclat de son présent. François 1er fait venir d'Italie des savants, des artistes ainsi que des architectes qu'il assigne à résidence pour produire les joyaux architecturaux de cette époque : les **châteaux de la Loire**, et notamment **Blois** et **Chambord**, dont la construction a demandé plus de vingt ans (1519-1540). Léonard de Vinci est également invité à la cour de François 1er pour participer à la décoration des châteaux. Le grand artiste meurt près d'Amboise, avec le roi de France à son chevet. Dans la seconde moitié du 16e siècle, avec le début de la construction du **Louvre** à Paris (1546-1559), un style moins flamboyant voit le jour, il est le fait d'artistes français à la recherche de plus d'ordre et de symétrie dans les volumes et les proportions, annonçant ainsi l'art classique du siècle suivant.

D'autre part, les **voyages maritimes**, porteurs de perspectives neuves pour les sociétés européennes, sont encouragés par l'essor des techniques de navigation et la volonté d'accéder à de nouvelles sources de richesse : **Christophe Colomb** accoste en Amérique en 1492; **Vasco de Gama** découvre la route des Indes par le sud de l'Afrique en 1498; l'expédition de **Magellan** (1519-1522) traverse le Pacifique et prouve la sphéricité de la Terre; **Jacques Cartier** fonde en 1534 les premières colonies françaises au Canada. La vie intellectuelle et littéraire joue également un rôle essentiel dans l'effervescence culturelle de la Renaissance. De multiples facteurs se combinent pour favoriser l'avènement d'une **pensée humaniste** dont les fondements reposent sur l'établissement de faits et d'évidences et non plus sur des croyances et des dogmes. Dans un climat de redécouverte des sciences disciplinaires (astronomie, physique, mathématiques) des civilisations grecques et romaines pré-chrétiennes, la traduction latine de la Bible est remise en question par des philologues qui ont accès au texte original en hébreu.



Michel de Montaigne



Pierre Ronsard



Marguerite de Navarre

Du côté des écrivains, alors que la langue française devient obligatoire dans tout texte officiel à partir de 1539 (Ordonnance de Villers-Cotterêts), la littérature est en pleine effervescence. Après les poèmes désabusés et sarcastiques de **François Villon**, l'ancêtre des poètes français (*Lais*, 1456; *Le Testament*, 1461), l'humanisme et l'Antiquité relancent la production littéraire, qui bénéficie largement pour sa diffusion de l'invention de l'**imprimerie** (près de 50.000 ouvrages sont imprimés à Lyon et à Paris au cours du 16e siècle). **Clément Marot** (1496-1544) invente de nouvelles formes poétiques (*Blason du beau tétin*, 1536) et est plusieurs fois condamné et forcé à l'exil pour hérésie. **Marguerite de Navarre** (1492-1549), sœur de François 1er, avec *l'Héptaméron* (1559), publié après sa mort, s'inspire du *Décameron* de Boccace (1353) pour produire une œuvre d'analyse des sentiments selon une perspective féministe; **Rabelais** (1494-1553), le premier représentant de la tradition littéraire iconoclaste en France, s'amuse et ironise sur la soif de connaissances de ses contemporains, mais aussi sur leurs croyances (*Pantagruel*, 1532; *Gargantua*, 1535); la poésie de **Ronsard** (1524-1585) et celle de **du Bellay** (1522-1560) renouvellent la langue française en définissant des normes littéraires strictes (Ronsard, *Odes*, 1550; *Sonnets pour Hélène*, 1578; du Bellay, *Défense et Illustration de la langue française*, 1549); enfin, **Michel de Montaigne** (1533-1594), un noble de Bordeaux, publie en 1580 *Les Essais*, œuvre unique et fondamentale qui définit de manière remarquable les enjeux humanistes principaux de la Renaissance : appel à la tolérance, refus du dogme, recherche de la connaissance, relativisme culturel devant nécessairement émerger de la découverte de nouveaux continents. Ces paroles de sagesse ne sont guère entendues toutefois, le royaume de France est à ce moment plongé dans une guerre civile violente qui étouffe ces idées généreuses.



Joachim du Bellay



François Rabelais



Clément Marot

Les guerres de Religion

En 1534, au cours d'une nuit du mois d'octobre, des affiches sont posées partout sur les murs de France, jusque sur la porte de la chambre de François 1er. Ces "**placards**" dénoncent le pape, l'accusant de blasphémer, le traitant de vermine et de menteur. Cette affaire est le symptôme de la guerre des religions qui émerge en France et en Europe. Les thèses de l'allemand **Luther** (1488-1546) puis du suisse **Calvin** (1509-1564), les principaux théoriciens de la **Réforme**, ont convaincu une bonne part de la noblesse française - dont la sœur du roi, Marguerite de Navarre, et créent les conditions d'une rupture entre **catholiques** et **protestants**. Ces derniers jugent sévèrement les excès scandaleux de l'Eglise de Rome, ses superstitions et la corruption de ses prélats, son influence politique grandissante, renforcée par les richesses qu'elle dérive de son commerce florissant avec ses principaux alliés, l'Espagne et le Portugal. Les partisans de la Réforme réclament un retour à la foi pure soutenue par une lecture à la lettre des Evangiles et de la parole du Christ. En revanche, les catholiques, qui soutiennent le pape, accusent les **évangélistes** d'hérésie, de contester l'autorité du pape et d'abjurer la foi chrétienne en renonçant à ses dogmes fondamentaux. Dans un pays déjà divisé politiquement entre partisans de la **Maison de Guise** (catholiques) et **Huguenots** (calvinistes) durant le règne de **Henri II** (1547-1560), cette confrontation entre réformistes et papistes va prendre des proportions dramatiques.

Quand le petit-fils de François 1er, **Charles IX**, hérite de la couronne en 1560, il est trop jeune pour gouverner. C'est donc sa mère, **Catherine de Médicis**, qui assure la régence jusqu'à sa maturité. En 1562, bien qu'un édit de tolérance permette aux protestants de pratiquer librement leur culte, le duc de Guise fait massacrer plusieurs dizaines d'évangélistes rassemblés dans une grange à Wassy, un petit village de Champagne. Cet acte déclenche les hostilités, les protestants obtenant le soutien de l'Angleterre et de l'Allemagne, des batailles ont lieu partout dans les régions de France, ponctuées toutefois par des trêves et traités (Amboise, 1562; Longjumeau, 1567; Saint-Germain, 1570). En août 1572, toute la noblesse protestante est réunie à Paris pour assister au mariage d'**Henri de Navarre** et de Marguerite de Valois, sœur du jeune roi de France. C'est alors que Catherine de Médicis, sous le prétexte de protéger Charles IX contre une conspiration et dans l'espoir de décapiter le mouvement réformiste, donne l'ordre de massacrer la communauté protestante. Le 24 août, jour de la **Saint-Barthélemy**, des assassinats et des pillages ont lieu à Paris, faisant plusieurs milliers de victimes. Seuls le roi de Navarre et son fils le prince de Condé sont épargnés, ayant été contraints à abjurer leur foi. En province, les assassinats de protestants se poursuivent jusqu'au mois d'octobre, faisant des dizaines de milliers de victimes parmi eux. Cependant, ces terribles massacres sont loin d'anéantir les protestants, ils raniment au contraire un sentiment de solidarité parmi la communauté réformiste et vont exacerber les luttes.



A la suite de la mort prématurée de Charles IX en 1574 (il n'a que 24 ans), son frère **Henri III** accède au trône. Le nouveau roi doit faire face à un nouvel ennemi, à l'intérieur même du camp catholique : c'est la **Sainte Ligue**, menée par le duc de Guise, contrôlant la majeure partie du royaume et réclamant le partage du pouvoir avec le roi. Henri III n'a d'autre solution que de chercher une alliance avec l'autre Henri, roi de Navarre, qui s'est reconverti au protestantisme depuis sa fuite de Paris. En 1588, profitant d'une réunion des Etats généraux à Blois, Henri III fait assassiner les deux membres principaux de la Maison de Guise, dont le duc lui-même. Le roi de France est alors persuadé qu'il pourra régner seul et entreprend avec Henri de Navarre la reconquête militaire du royaume. Cette espérance est de courte durée cependant : l'année suivante, en août 1589, alors qu'il fait le siège de Paris, Henri III est à son tour assassiné à coups de poignard par un moine dominicain, Jacques Clément. En l'absence d'héritier direct, c'est à Henri de Navarre, de la branche des Bourbons, descendant de Saint Louis, que revient le trône de France.

Henri IV, successeur au trône, est donc un protestant, et il hérite d'un royaume qu'il doit reconquérir face aux rebelles catholiques de la Sainte Ligue. Cette reconquête est achevée quatre ans plus tard, ses troupes pénétrant sans difficulté dans un Paris épuisé par la guerre. Après avoir à nouveau abjuré – de sa propre volonté cette fois – et s'être converti au catholicisme, Henri IV est finalement couronné en 1594 à Chartres. Le règne d'Henri IV se place ainsi sous le signe de la réconciliation et de la paix civile retrouvée : l'**Edit de Nantes** (1598) permet aux protestants de pratiquer leur culte librement à l'intérieur du royaume, il leur donne aussi le contrôle total de certaines villes. Par ailleurs, Henri IV s'emploie à renforcer le pouvoir royal, affaibli par la montée en puissance des nobles et l'autonomie des communes. Il rétablit, avec son ministre **Sully**, la collecte des impôts et crée de nouvelles taxes qui renflouent les caisses de l'Etat. L'activité culturelle et artistique peut reprendre, elle est marquée par l'émergence du style **baroque**, dans l'architecture, les lettres, la musique et les arts. Cette tendance, qui apparaît comme une sorte de *récréation* après les longues souffrances des guerres, refuse les règles établies, prône la liberté et



la fantaisie et même une certaine démesure dans le cadre d'une exécution toujours raffinée et décorative. Le règne du populaire Henri IV finit brutalement, en 1610 : il est assassiné par Ravallac, un catholique, qui a été sévèrement puni pour ce crime dont il n'a jamais révélé les motifs.

Vers la monarchie absolue

A la mort d'Henri IV, le royaume de France entre dans une nouvelle régence, l'héritier du trône, **Louis XIII**, étant trop jeune pour gouverner. C'est **Marie de Médicis**, sa mère, qui assure la transition jusqu'en 1617. Fervente catholique, elle cherchera toujours, même après la fin de sa régence, à exercer son influence sur le roi. C'est elle qui impose à Louis XIII, en 1624, un homme habile et rusé, **Richelieu**, qui devient chef du cabinet du roi. L'alliance entre le roi et le cardinal de Richelieu dure près de vingt ans, produisant une sorte de monarchie bicéphale jusqu'alors inédite en France. Richelieu est toujours resté fidèle à Louis XIII et tout en s'attachant à renforcer le pouvoir autour de la personne du roi, il s'employait à renforcer le sien. Les prérogatives accordées aux protestants par l'Edit de Nantes ont été immédiatement diminuées : en 1628, à la suite du siège de La Rochelle, un traité de paix retire aux protestants leurs villes fortifiées, tout en leur laissant leur droit de culte. La noblesse française est aussi visée : Richelieu impose aux nobles des devoirs d'obéissance, de respect et de services envers le monarque.

Pour renforcer l'Etat et lui assurer des ressources, Richelieu encourage le commerce, développe la marine. L'empire colonial français se renforce : l'embouchure du Saint Laurent au Canada accueille de nouveaux colons, des villes sont fondées au Sénégal et à Madagascar. Richelieu crée les postes d'**intendants**, représentants du roi dans les provinces et dont la mission est multiple : surveiller la répartition de l'impôt, veiller sur les tribunaux et l'ordre civil; ils sont également chargés de développer le commerce, l'industrie et l'agriculture. Ces intendants continueront à jouer un rôle essentiel pour le pays jusqu'à la fin du 18e siècle. La vie culturelle et artistique connaît un fort regain au cours du règne de Louis XIII. Richelieu fonde en 1636 l'**Académie française**, gardienne jusqu'à aujourd'hui de la langue et des lettres; au **théâtre**, genre dominant dans un 17e siècle très soucieux de l'attitude et du paraître, **Pierre Corneille** (1606-1684) s'illustre par des tragédies aux formes régulières inspirées du monde médiéval ou antique (*Le Cid*, 1637; *Horace*, 1640; *Polyeucte*, 1642). L'humanisme de la Renaissance se prolonge par ailleurs dans la littérature philosophique et d'idées, fortement préoccupée par la recherche d'une pensée rationnelle : **René Descartes** (1596-1650) définit les conditions d'une analyse scientifique qui s'écarte des croyances et des dogmes dans le *Discours de la Méthode* (1637). Le tandem royal fortement ancré au sommet de l'Etat semblait prêt à continuer dans l'au-delà : Richelieu meurt en décembre 1642, et Louis XIII meurt à son tour quelques mois plus tard, en mai 1643.

C'est à **Louis XIV** (1638-1715), le fils de Louis XIII, que revient alors le trône. L'héritier n'ayant que 5 ans, **Anne d'Autriche**, sa mère, assure la régence. Pour l'assister, elle fait appel à **Mazarin**, recommandé par Richelieu avant sa mort. La France est alors en guerre avec l'Espagne et l'Autriche mais le conflit prend fin avec le **Traité de Westphalie** (1648), qui donne à la France les principales villes d'Alsace et de Lorraine à l'ouest du Rhin, occupées depuis 1552. Ce traité donne au royaume un contour proche de celui qu'on connaît aujourd'hui. Cette nouvelle France, sûre de sa puissance et de son rayonnement va être incarnée par son nouveau roi, Louis XIV, surnommé le **Roi Soleil**. Son long règne connaît pourtant des débuts difficiles : en raison de la **Fronde**, une révolte des nobles et des parlements de 1649 à 1652 contre le ministère Mazarin, le jeune roi est contraint à quitter Paris et le royaume avec Anne d'Autriche. Il ne revient qu'en 1652, alors que la révolte est maîtrisée par les troupes royales conduites par **Turenne**. Louis XIV reprend alors le pouvoir, assisté de son fidèle premier ministre, Mazarin. A la mort de ce dernier, en 1661, Louis XIV décide toutefois de gouverner seul; il n'a que 24 ans et ce geste porte déjà la marque distinctive du règne du plus grand des rois de France, la **monarchie absolue**, par laquelle l'autorité est un **droit divin**, et le roi le représentant de Dieu sur terre. Mais même s'il se place seul à la tête de l'Etat, Louis XIV ne s'entoure pas moins de ministres dévoués et brillants, issus de la grande bourgeoisie plutôt que de la noblesse : **Colbert** est secrétaire d'état à la Marine et aux Finances; **Louvois** est secrétaire d'état aux Armées; **Vauban** aux Fortifications. Louis XIV renforce également le pouvoir des intendants dans les provinces. Passionné par la guerre, le roi a besoin de toutes les ressources possibles pour gagner les batailles : sur un règne personnel d'une durée totale de 55 ans, la France aura été en guerre pendant 30 ans. Les victoires contre la Hollande et l'Espagne en 1681 permettent d'ailleurs à Louis XIV d'élargir son royaume quand la Franche Comté, l'Alsace et Strasbourg rejoignent finalement la couronne, s'ajoutant ainsi à la Flandre, acquise depuis 1668.





Molière



Jean Racine



Nicolas Boileau



Jean de La Fontaine



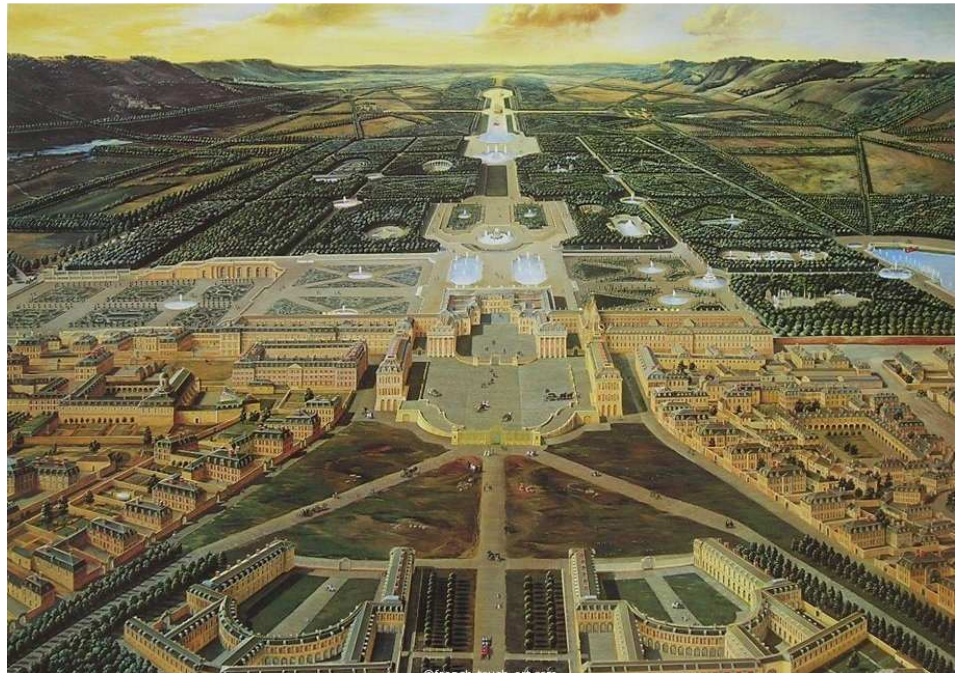
Madame de La Fayette



François de La Rochefoucauld

C'est au cours de la période la plus glorieuse du règne de Louis XIV (1661-1685) que se développe l'**art classique** en France. Cet art repose sur la clarté et la simplicité, il est fondé sur des règles précises et soigneusement définies. Plutôt que de limiter la création, ces contraintes au contraire favorisent l'inspiration des artistes et des auteurs : **Molière** (Jean Baptiste Poquelin) (1622-1673) et **Racine** (1639-1699) au théâtre; **Boileau** (1636-1711) et **La Fontaine** (1668-1696; *Fables*) pour la poésie; **Madame de la Fayette** (1634-1693; *La Princesse de Clèves*, 1678) et **Furetière** (1619-1688; *le Roman bourgeois*, 1666) pour le roman, un genre relativement nouveau pour l'époque. Quant à **François de La Rochefoucauld** (1613-1680), il publie de 1664 à 1678 ses célèbres *Maximes*, un recueil de sentences brillantes inspirées par la longue fréquentation de ses contemporains et la vie des salons. A cet art classique florissant correspond un idéal social, auquel il convient de se conformer, c'est le modèle de l'**honnête homme**, largement illustré par les œuvres du chevalier **de Méré** (1607-1684). Conçu pour répondre aux excès du baroque qui célébrait la singularité et le fantasque, le concept de l'honnête homme est au contraire celui d'un personnage modéré et adaptable. Il possède une grande culture, ce qui lui permet de briller dans les salons, mais il évite de se spécialiser, afin de ne pas se laisser entraîner dans le pédantisme d'une trop grande technicité. Cette conduite sociale est un véritable art, l'honnête homme évite l'arrogance, l'ostentation, il cherche l'harmonie avec ses interlocuteurs. Cette philosophie de l'homme social façonne les rapports humains dans la société de Louis XIV, elle implique aussi une certaine déférence envers l'autorité, et donc le souverain, soucieux de préserver son pouvoir absolu.

Pour un tel roi, il fallait une demeure à sa mesure, et si possible à l'écart de Paris, dont il se méfie depuis les troubles de la Fronde. Ce sera le **palais de Versailles**, situé à quelques dizaines de kilomètres de la capitale, l'œuvre architecturale la plus grandiose jamais construite en France. Les travaux dureront plus d'un demi-siècle et nécessiteront des dizaines de milliers d'hommes. L'ensemble est dirigé par les architectes Le Vau et Mansart, la décoration est confiée au peintre Le Brun et les jardins à Le Nôtre. La Grande Galerie, pièce centrale d'un intérieur féérique, est ornée de 17 miroirs gigantesques qui multiplient les lumières de 54 lustres suspendus, chacun portant 150 bougies. A l'extérieur, une vaste cour de marbre sur laquelle donnent les



fenêtres de la chambre du roi. Le parc est immense, décoré de 400 statues et de 1400 jets d'eau. Louis XIV ne s'installe définitivement dans son palais qu'en 1684, et avec lui toute la cour des privilégiés qui auront l'honneur d'assister à la toilette du roi, ou à son coucher. Toute la vie de la cour est désormais déplacée à Versailles. Or curieusement, c'est à cette date que commence le déclin du règne du Roi Soleil, pris désormais dans un cérémonial figé, atteint de sclérose financière chronique et obsédé par toute menace pouvant se manifester contre l'autorité du roi, disputée en particulier à l'intérieur même du camp

catholique par les **jansénistes** du monastère de Port-Royal, un groupe de religieux radicaux dont les thèses contre-réformistes et anti-jésuites ont été défendues par **Blaise Pascal** (*Les Provinciales*, 1657).

En 1685, Louis XIV, qui n'a jamais toléré l'existence des réformistes dans son royaume, remet en question les droits des protestants en France; il révoque ainsi l'Edit de Nantes par l'**Edit de Fontainebleau**, qui interdit la pratique du culte protestant en France. Cette mesure provoque l'exode hors de France de centaines de milliers de Huguenots - malgré l'ordre qui leur est donné de ne pas quitter le royaume - emportant avec eux des richesses considérables. Cet exode aura un impact important sur l'économie globale du pays, de même que les nouvelles batailles qui sont menées par la France de 1688 à 1697 contre une coalition européenne, la Ligue d'Augsbourg, et plus tard de 1702 à 1714 lors des guerres de succession d'Espagne. La France sort épuisée et ruinée de ces guerres, elle doit en plus faire des concessions territoriales majeures, dont ses terres en Amérique du Nord, la Terre Neuve et l'Acadie. L'atmosphère de déclin et de fin de règne du Roi Soleil est illustrée par un débat célèbre, la **querelle des Anciens et des Modernes** (1685-1715), qui met à jour les contradictions des intellectuels du début du 18e siècle : alors que **le duc de Saint-Simon** (1675-1755) fait part dans ses *Mémoires* (1694-1749) de sa nostalgie de l'organisation médiévale, que **La Bruyère** (1645-1696) pense que la perfection a été atteinte dans l'Antiquité et qu'il n'existe pas d'autre alternative que de tenter de l'imiter, **Fontenelle** (1657-1757), **Fénelon** (1651-1715) et surtout **Charles Perrault** (1628-1703) suggèrent quant à eux un dépassement des valeurs anciennes et une réforme de la monarchie qui puisse la préparer aux réalités modernes.

Les Lumières

A la mort de Louis XIV en 1715 (son règne a duré 72 ans), c'est à son arrière-petit-fils que revient la succession. **Louis XV** n'ayant que 5 ans, la régence est assurée par Philippe d'Orléans jusqu'en 1728. Les difficultés financières sont graves, l'Etat enregistre un déficit budgétaire sans précédent, largement dû à des dépenses militaires constantes et au coût exorbitant de la cour de Versailles. Par contre, la France de Louis XV voit l'émergence d'une classe bourgeoise élargie et aisée, enrichie par le commerce d'outre mer et l'esclavage qui résultent d'une politique coloniale, notamment en Inde et au Canada, que le roi tente de poursuivre malgré le manque de financement et d'enthousiasme. Une grande partie de ces terres seront d'ailleurs complètement perdues avec le **Traité de Paris**, mettant fin à la guerre de Sept Ans (1756-1763) qui opposait la France et l'Autriche à l'Angleterre et la Prusse.

A cette époque toutefois, et jusqu'à la veille de la Révolution, le commerce français d'outre mer, malgré sa superficie géographique moindre, sera aussi florissant que celui de l'Angleterre, grâce notamment à ses possessions aux Antilles, dans l'Océan Indien (Ile Maurice et Seychelles) et plus tard dans le Pacifique (Tahiti, Nouvelle Calédonie), à la suite des expéditions de **Bougainville** (1766-1769) et de **La Pérouse** (1785-1788). Par ailleurs, la Louisiane, dans la vallée du Mississippi reviendra sous le contrôle du royaume de France après la guerre d'Indépendance américaine (1775-1782). Le monde francophone d'aujourd'hui se dessine ainsi progressivement au 18e siècle, il s'agrandira davantage dans le cadre d'une politique coloniale nettement plus agressive au cours du siècle suivant.

Le régime affaibli de Louis XV est impuissant à contrôler le front uni et solidaire des familles capitalistes et industrielles, qui ne sont pas prêtes à partager leur fortune. En 1749, le contrôleur des finances de Louis XV est humilié lorsque le Parlement de Paris s'oppose à l'instauration d'un nouvel impôt, le "vingtième", par lequel chaque sujet du royaume devrait verser 5% de ses revenus à l'Etat. Cette faiblesse politique et monétaire de l'Etat français est d'une certaine manière paradoxale. A cette époque, le royaume de France est le pays le plus peuplé d'Europe; la culture française sert de référence, ses savants sont écoutés, ses intellectuels sont lus et ses artistes admirés; la langue française est la langue diplomatique de l'Europe (depuis le Traité de Westphalie) et elle est parlée par tous les Européens cultivés.



Denis Diderot

Le point de culmination de cette brillance universelle arrive avec la publication de l'**Encyclopédie** (1751-1772), un *Dictionnaire raisonné des sciences et des arts*, ainsi que le définissent ses auteurs, le philosophe **Denis Diderot** (1713-1784) et le mathématicien **d'Alembert** (1717-1783). Il s'agit d'un vaste ouvrage comprenant 28 volumes et se donnant pour tâche de faire le point sur les idées et savoirs dans tous les domaines de la connaissance. Dans ce dictionnaire, on y parle aussi bien d'astronomie que des machines frappant les pièces de monnaie, ou des civilisations anciennes d'Amérique. Cette œuvre monumentale restera un outil de référence pendant un siècle, elle représente le premier effort de synthèse des connaissances jamais entrepris. Elle symbolise aussi l'époque des **Lumières**, avec sa certitude que la

connaissance mène au progrès, et que le progrès mène à une société meilleure et plus juste.



Montesquieu



Voltaire



Jean-Jacques
Rousseau

Les auteurs de l'Encyclopédie ne sont pas les seuls à promouvoir des idées nouvelles, remettant largement en question les bases du pouvoir royal : **Montesquieu** (1689-1755) publie en 1748 *L'Esprit des lois*, un ouvrage de sociologie politique qui condamne le despotisme, le fanatisme religieux et l'esclavage colonial. Il défend un système de tolérance fondé sur la séparation et la redistribution des pouvoirs. Cet ouvrage exercera une grande influence sur la rédaction des constitutions américaine (1787) et française (1789). Proche de Montesquieu, **Voltaire** (1694-1778) est l'auteur d'une œuvre brillante, proluxe et éclectique. Poursuivi sa vie durant par le pouvoir royal (il est emprisonné à la Bastille, il a dû s'exiler en Angleterre et dans les provinces), protégé et admiré des cours européennes, il ne cesse de critiquer les abus de pouvoir des grands de ce monde par le biais du théâtre (*Zaïre*, 1732), de la poésie ou du conte philosophique (*Zadig*, 1747; *Candide*, 1759) et des essais. Voltaire publie en 1756 *Essai sur les mœurs et l'Esprit des nations*, une vaste fresque de l'histoire mondiale. Même s'il conclut que cette histoire n'est qu'un "amas de crimes, de folies et de malheur", Voltaire affirme sa confiance dans le progrès d'une humanité guidée par la raison. Voltaire annonce déjà l'esprit anticlérical et rationaliste qui culminera au 19e siècle.

Quant à **Jean-Jacques Rousseau** (1712-1778), né à Genève, orphelin et autodidacte, esprit indépendant et idéaliste, son œuvre sera fortement inspirée par sa propre expérience de la vie, au contact de l'injustice et de l'inégalité (*Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes*, 1755). Pour Rousseau, les problèmes politiques de la société dérivent largement d'un défaut de communication (*Essai sur l'origine des langues*) et d'une éducation erronée (*Emile ou de l'Education*). Son observation des sociétés naturelles le conduit à célébrer le mythe du *bon sauvage*, un homme pur et non teinté par les vices et corruptions des sociétés européennes, ce qui lui vaudra la critique ironique de Voltaire. Enfin, dans le *Contrat social* (1762), Rousseau développe l'idée d'une **démocratie** nationale, égalitaire et souveraine, entièrement dévouée au service du bien du peuple.

Le 18e siècle est une période de progrès dans les idées mais aussi dans les faits : le commerce, l'industrie se développent très rapidement, grâce notamment à un réseau routier qui se multiplie, facilitant communication et échanges à l'intérieur du royaume. Le long règne de Louis XV s'achève en 1774. Le roi, à 64 ans, succombe de la variole, une terrible maladie qui tue cent mille Français chaque année. C'est son petit-fils, **Louis XVI**, qui lui succède. La situation financière de l'Etat s'aggrave plus encore, les paysans, les roturiers ne peuvent plus payer; quant aux privilégiés de la noblesse, du clergé, ainsi que les nantis de la bourgeoisie, ils continuent à refuser obstinément les réformes fiscales pourtant nécessaires proposées par le ministre **Turgot**, finalement renvoyé en 1776. L'histoire va s'accélérer à ce moment, le roi affaibli ne fait plus illusion, le simple peuple ne peut supporter plus longtemps les abus de ce pouvoir fondé sur la parenté et les alliances. Fomentant sa **Révolution**, la France est sur le point d'implorer.

La Révolution : 1789 - 1799

- [Les conditions d'une insurrection](#)
- [La convocation des Etats généraux](#)
- [La prise de la Bastille](#)
- [Fin de l'Ancien Régime](#)
- [La Terreur](#)
- [Le Directoire](#)

La Révolution française est l'un des moments les plus importants de l'histoire de France. En l'espace d'une décennie (1789-1799), elle change totalement le paysage social, politique et économique du pays. Ces événements extraordinaires et violents qui bouleversent la France auront aussi une influence profonde sur le reste de l'Europe et du monde pour les siècles à venir. Avec la Révolution, c'est soudain le peuple, le citoyen qui entrent en scène et qui participent à la conduite du pays, mettant ainsi fin à des siècles d'un pouvoir absolu détenu par l'**aristocratie** et le **clergé**.

Les conditions d'une insurrection

Les causes qui ont conduit à la Révolution sont multiples : l'apparition de nouvelles valeurs morales et intellectuelles au cours du siècle des **Lumières** (18e), à travers notamment les écrits de Montesquieu, Voltaire, Rousseau et Diderot, ont créé un climat favorable aux revendications d'un peuple opprimé par les classes dominantes; par ailleurs, la monarchie est en crise et affaiblie, elle doit faire face à la montée en puissance des parlements qui s'opposent au roi **Louis XVI**; le déficit budgétaire de l'Etat est chronique, le peuple mécontent doit payer des impôts plus lourds pour financer des guerres coûteuses en Europe et en Amérique : le marquis de **La Fayette** est parti combattre dès 1777 avec des volontaires français aux côtés des insurgés des Etats du Nord et l'Amérique pourra finalement proclamer la fin de la guerre d'indépendance en 1783, lors du **Traité de Versailles**. La combinaison de tous ces facteurs contribue donc à installer une grave crise de confiance dans le pays ainsi qu'un sentiment profond de frustration parmi le peuple, qui menace d'exploser.

La convocation des Etats généraux

En 1786, Calonne, ministre des Finances de Louis XVI, promulgue une loi visant à faire payer des impôts aux propriétaires fonciers. Ce nouvel impôt, qui a pour but de renflouer les caisses de l'Etat vidées par la crise économique, est naturellement très mal accueilli par les détenteurs de privilèges concernés, qui s'opposent violemment à cette loi. Face à cet échec, Louis XVI convoque en août 1788 les **Etats généraux**, une assemblée très rarement sollicitée par le pouvoir royal et qui est censée représenter le pays en trois tiers : la noblesse, le clergé et le peuple (le **Tiers Etat**). Pour préparer cette assemblée, chaque village, chaque corporation de France préparent un *cahier de doléances* qui contient les vœux et souhaits de la population. Parmi ces vœux figurent sans surprise la formation d'une constitution pour le pays (selon un modèle inspiré de l'expérience américaine), l'abolition des droits féodaux et des impôts injustes. En somme, rien de très concret qui pourrait aider l'Etat à se sortir du marasme économique et financier. Pour la première assemblée qui a lieu le 5 mai 1789 à Versailles, la résidence du roi, le ministre **Necker** accorde aux élus du peuple une représentation égale à celles de la noblesse et du clergé réunies. Malgré ce geste magnanime, les Etats généraux sont une déception pour les députés du peuple : dès l'ouverture de la session, ils réalisent qu'aucune des réformes proposées dans leurs cahiers de doléances ne sera sérieusement discutée.

La prise de la Bastille

Cette tromperie politique précipite les événements, qui vont se succéder rapidement. Le 17 juin 1789, les représentants du Tiers Etat à Versailles s'auto-proclament Assemblée nationale. Trois jours plus tard, le 20 juin, alors qu'ils sont réunis dans une vaste salle sans fenêtres du palais, ils s'engagent à ne pas se séparer avant d'avoir rédigé une constitution pour le pays; c'est le **Serment du Jeu de Paume**. Le 9 juillet, à la suite de leurs délibérations, les députés du Tiers Etat se proclament Assemblée constituante. Pendant ce temps, Louis XVI prépare ses régiments pour écraser les rebelles et le 11 juillet, il renvoie le très populaire Necker, ce que le peuple désapprouve fortement. Le 12 juillet, les Parisiens commencent à se mobiliser et le 14 au

Le matin ils assaillent les **Invalides**, où ils s'emparent de 30 000 fusils et de douze canons. Ils se dirigent ensuite vers la **Bastille** où espèrent trouver d'autres armes. La Bastille est une gigantesque bâtisse rectangulaire flanquée de quatre tours et qui a été construite par Charles VI au 15e siècle pour protéger Paris. Elle sert depuis de prison royale et elle est surtout le symbole de l'autorité monarchique. En fin d'après-midi, les insurgés maîtrisent complètement le bâtiment. La tête du gouverneur de la Bastille est promenée au bout d'un piquet, les villes de province se révoltent à leur tour, la Révolution est en marche, rien ne pourra l'arrêter.



La prise de la Bastille



Delacroix « La liberté guidant le peuple »

Fin de l'Ancien Régime

Le 16 juillet, Louis XVI rappelle Necker et renoue le dialogue avec les révolutionnaires. Cette entente durera trois ans, elle reposera sur le principe d'un partage du pouvoir dans le cadre d'une **monarchie constitutionnelle**. En d'autres termes, le roi reste au sommet de l'Etat mais l'Assemblée rédige les lois et exerce son influence sur l'exécutif. Le symbolisme de cette alliance se retrouve dans le nouveau drapeau français : entre le bleu et le rouge qui sont les couleurs de la ville de Paris se place le blanc, qui représente la noblesse. Le 4 août 1789, l'Assemblée constituante abolit l'ancien régime social et les privilèges, ce qui provoque immédiatement des scènes de panique dans toutes les provinces du pays. Le 26 août, la même assemblée publie la **Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen** qui garantit les droits fondamentaux du peuple en même temps qu'elle formule ses devoirs : liberté, égalité, mais aussi souveraineté de la nation.

Affolée par les événements, la noblesse fuit en masse à l'étranger, tandis que le roi est ramené de Versailles à Paris, où siègera désormais l'Assemblée. Un an plus tard, le 14 juillet 1790, le premier jour anniversaire de la prise de la Bastille, Louis XVI jure solennellement son allégeance à la Constitution. Toutefois, l'année suivante, en juin 1791, le roi déguisé en bourgeois tente de s'enfuir; il est cependant rattrapé à Varennes et ramené à Paris. Cette action du roi lui fait perdre toute sa crédibilité auprès du peuple parisien, qui réclame son exécution. L'Assemblée lui accorde finalement le bénéfice du doute, en accreditant la thèse d'un enlèvement.



En avril 1792, sur une proposition de Louis XVI, dont les motivations sont suspectes, la France déclare la guerre à l'Autriche, alliée de la Prusse. Cette menace de l'extérieur va renforcer la ferveur patriotique des révolutionnaires parisiens les plus radicaux, les "sans-culottes" qui s'emparent le 10 août des Tuileries, la demeure du roi. L'Assemblée décide immédiatement de déposer le roi et vote pour la formation d'une **Convention nationale**, dont les députés seront élus au suffrage universel. Début

septembre, les troupes prussiennes franchissent le Rhin, prennent Verdun et Longwy, proches de la frontière. Le 20 septembre, les Prussiens affrontent les troupes françaises à **Valmy**. Les Français sortent victorieux de cette bataille importante, grâce à leurs excellents canons et surtout à la fougue des soldats révolutionnaires, conscients de défendre la patrie en danger. La Révolution est finalement sauvée à Valmy, et cette victoire provoque un nouvel élan de confiance populaire.

La Terreur

Au lendemain de la victoire de Valmy, la Convention nouvellement élue proclame le 21 septembre 1792 la **République**, la première de l'histoire européenne. Or déjà, l'Assemblée est divisée par des divergences au sein des députés sur la conduite de la Révolution. Les **Girondins** optent pour une attitude modérée et veulent en finir avec les réformes radicales qui sanctionnent lourdement la bourgeoisie et les propriétaires terriens. A l'opposé, les **Montagnards** (nommés ainsi parce qu'ils occupent les bancs des rangées supérieures de l'Assemblée) sont partisans de la poursuite des réformes et soutiennent les "**sans-culottes**", le mouvement populaire le plus extrémiste de la Révolution. Ces divisions au sein de la Convention iront en s'aggravant et plongeront durant deux années la France révolutionnaire dans sa période la plus sanglante.



Exécution de Louis XVI

En janvier 1793, Louis XVI est accusé d'avoir collaboré avec les forces anti-révolutionnaires et est décapité le 21. La Convention doit par ailleurs faire face à une coalition de pays européens regroupant l'Angleterre, la Hollande, la Prusse, l'Autriche et l'Espagne qui se sentent menacés par la république française régicide. En réponse, la Convention décide la mobilisation de 300 000 hommes, ce qui provoque le soulèvement des **Vendéens**, sympathisants des Girondins. En avril 1793, le pouvoir passe aux mains d'un gouvernement révolutionnaire, le **Comité de salut public**, présidé par **Danton**. L'une des premières mesures très impopulaires du nouveau gouvernement est de geler les prix et les salaires afin de faire face à la crise économique du pays. Une autre mesure vise à éliminer l'opposition, celle des Girondins en particulier, qui sont arrêtés et exécutés. La France est désormais entrée dans sa période la plus noire, la **Terreur** : s'opposer au gouvernement révolutionnaire des **Jacobins** signifie la mort. Toutefois, les scissions au sein du Comité apparaissent quelques mois plus tard seulement : au printemps de l'année suivante, en mars 1794, **Hébert**, l'un des activistes les plus radicaux de la Terreur est arrêté et guillotiné avec ses amis hébertistes. En avril, c'est au tour des **indulgents**, les plus modérés des partisans de la Terreur, dont font partie Danton et **Camille Desmoulins**, de passer sous la guillotine. **Robespierre**, brillant orateur et député du Tiers Etat depuis 1789, s'est ainsi débarrassé de tous ses ennemis et se retrouve le seul maître du Comité de salut public. Son règne ne dure que quelques mois cependant, juste le temps pour les armées françaises de conquérir la Belgique et la Rhénanie; Robespierre est arrêté et exécuté le 17 juillet 1794, le **9 Thermidor**, selon le calendrier révolutionnaire. Cette date marque la fin de la domination des Montagnards à la Convention.



Georges Jacques Danton
(1759-1794)



Jacques-René Hébert
(1757-1794)



Camille Desmoulins
(1760-1794)



Maximilien de Robespierre
(1758-1794)

Le Directoire

L'année 1795 voit le retour à une certaine modération après le chaos des premières années révolutionnaires. Le mouvement radical est maîtrisé (le 20 mai, les troupes gouvernementales désarment les sans-culottes), mais cela ne signifie pas pour autant le retour aux valeurs anciennes : le 15 juillet 1795, les royalistes tentent un débarquement à Quiberon, au sud de la Bretagne, mais ils sont repoussés. Le 5 octobre, les royalistes font une nouvelle tentative pour s'emparer du pouvoir à Paris mais ils sont écrasés par les troupes d'un jeune général de 28 ans, **Bonaparte**, qui sera plus tard empereur de France sous le nom de Napoléon 1er.

La Convention cesse d'exister en octobre 1795 et un **Directoire**, formé de cinq directeurs qui détiennent l'essentiel du pouvoir exécutif, est mis en place. Au cours des quatre années d'existence du Directoire, largement dominées par les combinaisons et les renversements d'alliances, l'influence de Bonaparte ne cessera pas de grandir. Ce général né en Corse (acquise par la France en 1768, un an avant la naissance du futur empereur), se rend immensément célèbre par ses campagnes militaires victorieuses en Italie et Autriche (1796-1797) ainsi qu'en Egypte (1798). A son retour en France en 1799, il possède de solides appuis au sein du Directoire, avec **Séyès** notamment, qui lui permettent de s'emparer du pouvoir en novembre, par un coup d'état (**18 Brumaire**). Le Directoire est alors remplacé par le **Consulat**, un système comprenant trois consuls, dont l'un est Bonaparte lui-même. La Révolution française s'achève ici, à la veille du **19e siècle**. Paradoxalement, le pouvoir absolu reviendra bientôt entre les mains d'un seul homme, non plus un roi, comme auparavant, mais plus qu'un roi, un empereur.

Le 19e siècle : 1800-1900

- [Le Consulat et l'Empire](#)
- [Le retour de la monarchie](#)
- [La seconde République](#)
- [Le second Empire](#)
- [La IIIe République](#)

Le 19e siècle en France est une période de profonds changements et d'instabilité politique. Même si la Révolution française se termine en 1799 avec le coup d'état des brumairiens, l'onde de choc se prolonge jusque dans le dernier quart du 19e siècle, lorsqu'enfin la France trouve l'équilibre politique républicain dont les insurgés de 1789 ont rêvé. L'héritage social et culturel de l'Ancien Régime est lourd, le pouvoir se place avant tout là où se trouve la puissance financière. En même temps, les bouleversements scientifiques et techniques changent la société française, une nouvelle classe émerge, celle du prolétariat et des ouvriers, plus mobile, moins conservatrice que les paysans. Profitant de l'affaiblissement de l'influence de la noblesse et du clergé sur les affaires du pays, la bourgeoisie libérale et réformatrice s'affirme désormais comme la classe sociale déterminante, stimulant l'essor industriel. Après la fin des ambitions napoléoniennes, les mutations s'opèrent lentement sur fond de crises et de ruptures qui reviennent avec une surprenante régularité tous les vingt ans. Deux empires (1803-1814; 1852-1870), trois monarchies (1815-1824; 1825-1830; 1830-1848), deux républiques (1848-1852; 1870), trois révolutions (1830, 1848, 1871), cette liste simplement numérique récapitule un siècle de vives turbulences dans l'histoire d'un pays en route vers une réconciliation nationale.

Le Consulat et l'Empire (1800-1814)

Le coup d'état du 18 brumaire n'est qu'un premier pas dans l'ascension rapide de **Bonaparte** au sommet du pouvoir. La Constitution de l'An VIII, préparée par les brumairiens du **Consulat**, confirme la prééminence du jeune général lorsqu'il est nommé **premier consul** en janvier 1800. Deux autres mesures importantes révèlent également la mentalité jacobine du nouveau dirigeant, soucieux de centraliser le pouvoir autour de sa personne. La première mesure concerne l'administration, avec la création des **préfets**, hauts-fonctionnaires nommés par l'Etat et qui ont pour mission principale de faire appliquer les décisions du pouvoir central et veiller à l'ordre des départements (**préfectures**) dont ils ont la charge. La seconde mesure concerne la création de la **Banque de France**, chargée de veiller à l'unité de la politique monétaire du pays. Cette Banque de France établira d'ailleurs en 1803 une nouvelle monnaie, le franc germinal, qui restera stable jusqu'en 1914.

Fidèle à ses idées inspirées du club des Jacobins, Bonaparte poursuit l'œuvre politique de la Révolution : en 1801 est proclamé le **Concordat**, par lequel l'Eglise et le clergé, tout en conservant le soutien financier de l'Etat, ne sont plus associés aux affaires du gouvernement. Le catholicisme n'est donc plus religion d'Etat, mais demeure statutairement la première religion des Français. Le Concordat est un premier pas vers la séparation officielle de l'Eglise et de l'Etat, qui n'interviendra définitivement qu'en 1905. Par ailleurs, l'aspect législatif du pouvoir judiciaire se trouve soigneusement déterminé par le **Code civil**, qui définit les droits et les libertés du corps social, citoyens et corporations. Ouvrage original et unique, il marque la singularité française en matière de législation, il réaffirme des acquis de la Révolution, tels que la liberté d'entreprise et de la concurrence, ainsi que les droits fondamentaux des paysans en confirmant l'abolition des privilèges et le droit de propriété. En revanche, le code civil favorise une société qui repose sur l'autorité paternelle, plaçant les femmes sous la tutelle des hommes, renforçant le pouvoir des patrons sur les ouvriers.



Le sacre de **Napoléon 1er**, empereur des Français, se déroule en décembre 1804 à Notre-Dame de Paris, en présence du pape venu de Rome. Le nouveau monarque absolu du peuple français est désormais prêt à conquérir l'Europe, et peut-être même le monde. Cette conquête commence cependant par une défaite contre les Anglais conduits par l'amiral Nelson, qui détruisent complètement la flotte française à Trafalgar, au large des côtes d'Espagne, en novembre 1805. Cette défaite va assurer à l'Angleterre la maîtrise des mers et la poursuite de ses ambitions coloniales aux dépens de la France, son concurrent principal. Ce revers maritime français est toutefois réparé par une série de victoires éclatantes des troupes impériales à Austerlitz (décembre 1805) contre les armées austro-russes et à Iéna, l'année suivante, contre la Prusse. En 1807, de nouvelles victoires contre la Prusse (Eylau et Friedland), qui permettent à Napoléon d'installer son frère Jérôme sur le trône de Westphalie, ainsi qu'un traité d'alliance avec le tsar de Russie (Tilsit), assurent à la France sa domination sur une vaste partie de

l'Europe. Mais Napoléon pense toujours à l'Angleterre, protégée par les mers, et l'empereur décide en 1808 d'instaurer un **bloclus économique**, interdisant tout commerce européen avec les Iles britanniques. En 1809, Napoléon remporte à nouveau une victoire à Wagram, contre les Autrichiens, ouvrant les territoires de l'Adriatique à l'empire français. En 1811, cet empire a atteint son apogée, les membres de la famille de Napoléon sont à la tête des différents états sujets de l'Empire. En même temps, l'insatisfaction monte et la résistance s'organise : la Prusse restaure son armée et la Russie rompt le traité de Tilsit, forçant les troupes françaises dans une campagne militaire en Russie qui se terminera par une retraite désastreuse où près de la moitié de la Grande Armée est anéantie.

La retraite de Russie amorce le déclin de l'Empire. En 1814, l'Europe entière forme une coalition contre la France, entraînant une confrontation à Leipzig, où les troupes françaises sont battues. La France est alors envahie et l'empereur doit abdiquer. Il est fait prisonnier et déporté à l'île d'Elbe, au large des côtes de Toscane. Napoléon s'en échappe cependant l'année suivante et en mars 1815, il parvient à reprendre le pouvoir, revenu depuis son départ à Louis XVIII, frère de Louis XVI. Mais ce retour de "l'ogre corse", ainsi qu'il est surnommé, est de courte durée, il se conclut par une ultime défaite contre les Anglais et les Prussiens le 18 juin, à Waterloo (Belgique). Les **Cent Jours** de Napoléon sont terminés, il est cette fois exilé à Sainte-Hélène, une petite île située dans l'Atlantique sud, à 6000 kilomètres de la France. La vie de Napoléon s'achève ici en 1821.

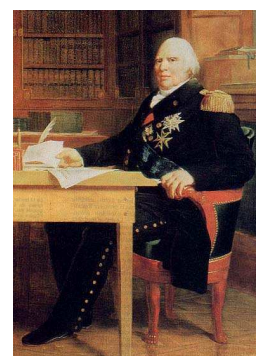
La fin de l'Empire coïncide avec la fin de la période révolutionnaire en France et des guerres continuelles qui l'ont marquée. Vingt ans de conflits ont fait plus de trois millions de morts en Europe, la France de 1815 est diminuée économiquement et socialement profondément divisée; avec le traité de Paris qui lui retire la Savoie, son territoire est réduit par rapport à l'état de ses frontières en 1789. Plus encore, l'image de la France s'est fortement détériorée, tous ses voisins se méfient désormais de cette nation révolutionnaire, ambitieuse et guerrière. Associant principalement l'Angleterre, l'Autriche et la Russie, la **Sainte-Alliance** est alors formée, elle prévoit une intervention militaire commune contre la France si la menace se réveillait à nouveau.

Le retour de la monarchie (1815-1848)

Après l'épisode napoléonien des Cent Jours, la réinstallation de **Louis XVIII** sur le trône de France en juillet 1815 marque le début de la **Restauration** et le retour de la monarchie de droit divin en France. Cependant, le nouveau roi ne peut ignorer un quart de siècle de réformes et de changements. Il "octroie" ainsi au pays une **Charte**, qui n'est pas une constitution car elle dépend exclusivement du bon vouloir du monarque, mais elle maintient certains acquis fondamentaux de la Révolution, notamment ceux qui sont à l'avantage de la bourgeoisie. La Charte permet aussi la formation de partis, et l'assemblée se divise aussitôt en trois courants principaux : à gauche, les **libéraux** défendent les libertés de 1789; au centre, les **constitutionnels** sont partisans d'une Charte ouverte et démocratique; enfin, à droite, les **ultra-royalistes**, soutenus par la noblesse, souhaitent le rétablissement des anciens privilèges. La Charte établit également le "suffrage censitaire", par lequel une certaine catégorie de la population - les plus riches - peut bénéficier, en l'achetant, du droit de vote. Sur une population de 32 millions d'habitants que compte la France à l'époque, environ cent mille personnes bénéficient de ce droit.

Le règne de Louis XVIII (1815-1825) représente une période de calme et favorise une certaine prospérité économique pour le pays. Dans une atmosphère de relatif libéralisme politique, une réconciliation nationale s'opère entre le peuple ordinaire et la bourgeoisie d'une part - qui souhaitent éviter un retour à l'ordre ancien - et d'autre part les "émigrés" de la noblesse qui reviennent au pays, forcés à s'ajuster aux réalités nouvelles. Un changement de climat intervient cependant lorsque **Charles X**, frère de Louis XVIII, accède au trône en 1825. Les sympathies de Charles X envers le camp royaliste sont connues, et une partie de la noblesse croit alors que le moment est venu pour un retour à l'Ancien Régime. Charles X se fait d'ailleurs sacrer à Reims, selon la tradition dynastique et l'une de ses premières mesures est d'accorder aux anciens propriétaires de bien nationaux une forte indemnité, ce qui provoque la colère des libéraux. Charles X s'emploie ainsi à affaiblir pendant son règne les prérogatives de la Charte qu'il juge trop libérales. En mai 1830, il dissout l'Assemblée, espérant ainsi reconduire une majorité élargie; le même mois, dans le but de consolider son autorité et de favoriser de nouveaux débouchés commerciaux aux pays, Charles X ordonne une expédition militaire contre la ville d'Alger, qui est finalement prise en juillet. Toutefois, si l'expédition d'Alger est un succès, la dissolution de l'Assemblée aboutit à un échec, car l'opposition libérale sort renforcée de ces élections. Charles X tente alors un coup de force : par une série d'ordonnances, il dissout à nouveau la Chambre, supprime la liberté de la presse et réduit le nombre d'électeurs en augmentant le "prix" du droit au vote (le "cens"). Ces mesures provoquent la colère du peuple parisien, qui se révolte au cours de journées nommées les "**Trois Glorieuses**", les 27, 28 et 29 juillet. L'insurrection provoque finalement la chute de Charles X, et son exil.

C'est au duc d'Orléans, descendant de Louis XIII, que revient le trône de France, qu'il assumera sous le nom de **Louis-Philippe**. Le nouveau roi n'apporte pas de changements radicaux à la Charte, mais durant



Louis XVIII



Charles X

son règne, la menace d'un retour au pouvoir des royalistes se fait moins pressante. Au plan de l'expression publique, les libertés de la presse sont fortement réduites à partir de 1835, à la suite d'un attentat manqué contre le roi. Alors que le peuple continue à être tenu à l'écart du pouvoir, le suffrage censitaire est élargi, ce qui renforce le poids politique de la bourgeoisie libérale, qui bénéficie par ailleurs de l'expansion économique et industrielle du pays, surtout après 1840. L'industrie textile, la construction de machines, la métallurgie se développent fortement, favorisées par l'essor des chemins de fer et l'extraction du charbon. Ces industries s'installent dans certaines villes et régions (le Nord, Paris, Lyon) où main d'œuvre et matières premières sont disponibles. Ces développements entraînent la formation d'une population ouvrière, le **prolétariat**, réceptive aux idées émergentes de théoriciens socialistes, dits "utopistes", tels que **le comte Henri de Saint Simon** (1760-1825) et **Fourier** (1772-1840), qui dénoncent la société capitaliste naissante, créée par la bourgeoisie.



Louis philippe

C'est sous la **monarchie de juillet** de Louis-Philippe qu'a lieu un véritable réveil de la création littéraire, plutôt endormie pendant la Révolution et l'Empire. En 1830, **Victor Hugo** présente sa pièce *Hernani*, qui bouleverse les conventions classiques du théâtre, tout en faisant la synthèse de l'esprit du **romantisme**, un mouvement autant artistique que politique par lequel se définissent la plupart des œuvres et des auteurs de l'époque, tels que **Balzac** et **Stendhal** pour le roman, **Lamartine** et **Hugo** pour la poésie, **Delacroix** et **Géricault** pour la peinture, **Berlioz** pour la musique. Les thèses essentielles du romantisme soutiennent qu'il faut rompre avec les formes contraignantes du classicisme, laisser libre cours à l'expression individuelle et aux sentiments, donner une place aux masses populaires, privées du droit de parole. C'est dans ce contexte de foisonnement d'idées généreuses, héritières des penseurs des **Lumières**, que se préparent lentement de nouveaux changements politiques.

La seconde République (1848-1852)

La fin du règne de Louis-Philippe est précipitée par une crise économique qui apparaît en 1847, les mauvaises récoltes, la baisse des ventes industrielles entraîne une montée rapide du chômage et du mécontentement. L'opposition libérale exige des réformes, les paysans et les ouvriers réclament du travail. Le gouvernement, inquiet par cette agitation, interdit en février 1848 un **banquet** de protestation prévu à Paris. Une nouvelle fois, la foule parisienne se révolte, organise des barricades dans la capitale; le 23 février, le roi renvoie Guizot, son premier ministre, tandis que la garde royale tire sur les manifestants, faisant une cinquantaine de morts. Le roi abdique le lendemain et aussitôt, la République est proclamée. Le gouvernement provisoire est dirigé par **Lamartine**, un républicain modéré, mais il comprend aussi des membres plus radicaux, tels que le socialiste **Louis Blanc**, ainsi qu'un simple ouvrier, nommé Albert. Le gouvernement adopte le drapeau tricolore, abandonné depuis la Restauration.

D'autres mesures suivent très vite : le **suffrage universel**, qui exclut néanmoins la moitié de la population, les femmes; le **droit au travail**, qui astreint le gouvernement à fournir du travail à tous. Cette mesure, très coûteuse pour l'Etat, conduit à la création des **ateliers nationaux**, permettant ainsi aux chômeurs de retrouver un revenu. La journée de travail est fixée à dix heures maximum; la peine de mort pour délit politique est abolie; la liberté totale de la presse est assurée; enfin, l'esclavage dans les colonies est aboli. Cette République sociale est généreuse, idéaliste, elle est le fruit d'idées et de combats d'hommes dont l'expérience politique et de gestion des affaires est cependant limitée. Pour cette raison, l'enthousiasme du début ne peut résister à une montée persistante de l'agitation. En fait, les républicains sociaux se retrouvent minoritaires à l'Assemblée dès les premières élections. Les ateliers nationaux sont supprimés en juin, quelques mois après leur création, provoquant des manifestations d'ouvriers qui sont durement réprimées par l'armée. La bourgeoisie conservatrice, inquiète de voir l'anarchie s'installer dans le pays, s'associe avec les monarchistes pour adopter en novembre une nouvelle Constitution qui met le pouvoir entre les mains d'un président, éligible pour quatre ans seulement. Proposé par Thiers (qui avait déjà soutenu en 1830 Louis-Philippe), le nouveau président sera largement élu par le peuple français, dès décembre 1848, il s'appelle **Louis-Napoléon Bonaparte** (Napoléon III), il est le neveu du grand empereur.



Encore une fois, ce mouvement populaire qui fait tomber dictatures et régimes autoritaires va être progressivement étouffé par le nouvel arrivant. L'Assemblée, qui renforce dès 1849 sa majorité de députés conservateurs et monarchistes, vote en 1850 des lois allant clairement à l'encontre de l'esprit révolutionnaire de 1848 : l'enseignement est pratiquement confié à l'Eglise et une nouvelle loi électorale supprime *de facto* le vote ouvrier en imposant une résidence continue d'au moins trois ans, ce que la plupart des ouvriers, forcés à l'errance dans leur quête de travail, ne peuvent pas établir. Le corps électoral passe ainsi de près de dix millions en 1848 à un peu moins de 7 millions. Par ailleurs, devant une Assemblée réticente, le président cherche à prolonger de dix ans son mandat, qui doit s'achever en 1852, ainsi qu'il est prévu par la Constitution. Le 2 décembre 1851, jour anniversaire du sacre de Napoléon 1er et de la victoire d'Austerlitz, Louis-Napoléon Bonaparte réalise son propre coup d'Etat, un peu plus d'un demi-siècle après le 18 Brumaire de son oncle illustre. Il dissout l'Assemblée nationale, restaure le suffrage universel, rédige une nouvelle Constitution et organise un plébiscite pour ratifier sa prise de pouvoir. L'armée réprime durement

les insurgés et arrête les opposants dont une dizaine de milliers sont déportés en Algérie et en Guyane. Bonaparte remporte le scrutin, grâce au nombre important d'abstentions et au vote conservateur massif des paysans et de la bourgeoisie des provinces, qui craignent le retour de l'anarchie. Un an plus tard, le 2 décembre à nouveau, le président contraint le Sénat, dont les membres sont tous nommés par lui, à accepter une nouvelle Constitution proclamant le **second Empire**. La seconde République est définitivement morte, elle n'a jamais bien vécu.

Le second Empire (1852-1870)

Sans grande surprise, le nouvel empereur **Napoléon III** s'attache dès le début de son règne à renforcer son emprise sur la nation. La police joue un rôle prépondérant dans ce contexte, elle est chargée de surveiller de près les citoyens et d'éliminer toute opposition. La presse est étroitement contrôlée par une série de lois qui obligent les journalistes à obtenir une autorisation avant de publier; le droit de réunion est limité, la correspondance est secrètement épiée. Victor Hugo est forcé à l'exil. En province, une propagande soigneusement entretenue vante les mérites du régime. L'empereur épouse en 1853 une comtesse espagnole, **Eugénie Maria de Montijo de Guzman**, admirée en France; tout en exerçant une influence importante sur l'empereur, elle entretiendra une longue amitié avec la reine Victoria. Cette situation où règne l'ordre rassure la bourgeoisie industrielle, un climat économique favorable s'installe, le marché du travail s'améliore sensiblement. En 1857, assuré de son assise politique, l'empereur dissout l'Assemblée. Les élections lui renvoient une majorité massive : 90% des nouveaux députés sont dans son camp. L'année suivante, Napoléon III et l'impératrice Eugénie échappent à une tentative de meurtre par un activiste italien, Felice Orsini; cet attentat provoque aussitôt la promulgation d'une loi de sûreté générale qui entraîne l'arrestation de centaines d'opposants au régime.















Sur le front extérieur, l'Empire cherche à affirmer son influence et à élargir son domaine colonial : la Nouvelle-Calédonie est annexée en 1853; la conquête du Sénégal débute en 1854; la totalité de l'Algérie est désormais acquise avec l'occupation de la Kabylie en 1857; Napoléon III visite l'Algérie en 1860; en **Chine**, la France reçoit des concessions dans plusieurs villes à la suite des **traités de Nankin** (1842) et de **Tientsin** (1858); l'armée française intervient aussi au Liban (1860), puis au Mexique (1861); enfin, un protectorat sur le **Cambodge** est instauré en 1863. Parallèlement à ces expéditions militaires, la multiplication d'œuvres littéraires révèle un intérêt croissant pour les contrées lointaines : *Un Voyage en Orient* (1851) de **Gérard de Nerval**; *le Roman de la Momie* (1857) de **Théophile Gautier**, une fresque littéraire sur une Egypte idéalisée; *Salammô* (1862) de **Gustave Flaubert**, écrit après un voyage en Turquie et en Egypte en 1849-51. Les peintres voyagent également, physiquement ou mentalement, trouvant l'inspiration dans de nouveaux thèmes et lumières : **Delacroix** et **Gérôme** en particulier, mais aussi **Ingres**, qui n'a jamais visité l'Orient, et plus tard, **Renoir**.

Par ailleurs, cette seconde moitié du 19^e siècle inaugurée par l'Empire consacre un nouvel état d'esprit et des mentalités. Les progrès spectaculaires de la science dans tous les domaines, et surtout leurs multiples applications pour l'activité industrielle favorisent l'émergence d'une pensée rationaliste qui affirme la prééminence de l'empirisme scientifique dans toute activité humaine. Dans la lignée des philosophes des Lumières qui défendaient la supériorité de la raison sur la superstition, **Auguste Comte** (1798-1857) est le maître à penser de ce nouveau **positivisme**, qui fonde la sociologie moderne. En revanche, d'autres théoriciens font dériver ce nouvel esprit vers des théories racialistes inspirées de l'évolutionnisme darwinien : *Essai sur l'inégalité des races humaines* (1853) du diplomate **Arthur Gobineau** (1816-1882); *Les lois psychologiques de l'évolution des peuples* (1894) du médecin-naturaliste **Gustave Le Bon** (1831-1941). La production littéraire est marquée également par ce nouvel esprit : avec l'essoufflement du romantisme politique et artistique, la générosité et l'idéal font place à un certain **réalisme** dans le style et les sujets traités. Ce réalisme est déjà présent dans les œuvres de **Balzac** et de **Flaubert**, mais il s'affirme plus encore avec les écrits de **Maupassant**, des **frères Goncourt**, et plus tard d'**Emile Zola**, le chef de file du **naturalisme**, une vision de la littérature censée rendre compte de la société et de ses phénomènes avec le maximum de vérité et d'objectivité.

A partir de 1860, un certain libéralisme politique s'installe progressivement en France. Napoléon III, dont la santé se détériore, a perdu beaucoup de son crédit auprès des industriels français après la signature d'un accord commercial avec l'Angleterre qui ouvre à cette dernière le marché français; par ailleurs, le clergé est mécontenté par un accord diplomatique avec le Piémont qui rend la Savoie et Nice à la France mais fait perdre une province à la papauté de Rome. L'empereur cherche ainsi à se réconcilier avec le peuple en accordant plus de libertés à la presse et aux assemblées, où la représentation républicaine s'agrandit peu à peu. En 1864, le **droit de grève** sous certaines conditions est accordé, les organisations syndicales sont tolérées. En 1867, les députés bénéficient du **droit d'interpellation**, qui peut forcer les ministres à venir défendre leur politique devant le corps législatif. En 1868, les lois sur la presse sont supprimées, les réunions électorales sont autorisées. Aux élections législatives de l'année suivante, l'opposition gagne un nombre de représentants sans précédent, conduisant à l'adoption le 20 avril 1870 d'une nouvelle Constitution à caractère parlementaire et véritablement démocratique par laquelle les deux chambres détiennent le pouvoir législatif et les ministres sont responsables devant elles. Pour ratifier cette Constitution, Napoléon III convoque un nouveau plébiscite qu'il remporte avec un nombre de voix pratiquement égal à celui obtenu lors de son coup d'état de 1851. Cet

extraordinaire retournement sera cependant de courte durée : à l'automne, la guerre contre la Prusse va changer toutes les données.

La IIIe République (1870-1940)

						
Armand Fallières (1906 - 1913)	Raymond Poincaré (1913 - 1920)	Paul Deschanel (1920 - 1920)	Alexandre Millerand (1920 - 1924)	Gaston Doumergue (1924 - 1931)	Paul Doumer (1931 - 1932)	Albert Lebrun (1932 - 1940)
						
Adolphe Thiers (1871 - 1873)	Patrice de Mac-Mahon (1873 - 1879)	Jules Grévy (1879 - 1887)	Marie-François Sadi Carnot (1887 - 1894)	Jean Casimir-Périer (1894 - 1895)	Félix Faure (1895 - 1899)	Emile Loubet (1899 - 1906)

Forcée à entrer en guerre par la Prusse de Bismarck, la France, mal préparée, subit immédiatement un revers : Napoléon III est fait prisonnier à Sedan le 1er septembre 1870 et Paris est assiégé par les troupes prussiennes. A l'intérieur de la capitale, la résistance s'organise. **Gambetta**, député républicain, proclame le 4 septembre la fin de l'empire et la nouvelle **IIIe République** avant de rejoindre en ballon la ville de Tours. Le siège de Paris dure plus de quatre mois, provoquant une famine, aggravée encore par une vague de froid sans précédent.

Des élections législatives en février 1871 renvoient à l'Assemblée une majorité de députés monarchistes qui sont favorables aux conditions de paix imposées par la Prusse. Une nouvelle fois, il apparaît évident que si Paris et les grandes villes sont républicaines et jacobines, la province est conservatrice et monarchiste. En mars, le gouvernement nouvellement élu, avec Thiers à la tête de l'exécutif, s'installe à Versailles, tandis que le peuple de Paris forme un gouvernement insurrectionnel, la **Commune**. Les communards adoptent le drapeau rouge, dénoncent l'armistice avec l'Allemagne, proposent des réformes fondamentales en faveur des ouvriers et pour l'éducation (école laïque et gratuite). Les Versaillais organisent un nouveau siège de la capitale et le 21 mai, l'assaut final contre les **fédérés** de Paris est ordonné. De violentes batailles ont lieu pendant une semaine, faisant de nombreux morts. La supériorité en nombre et en armes des Versaillais donne finalement la victoire au gouvernement légitimiste. Une des plus terribles répressions de l'histoire de France prend alors place : 25000 Parisiens sont fusillés, une autre dizaine de milliers sont condamnés et déportés. Le mouvement ouvrier est totalement décapité, la première révolution prolétarienne anticapitaliste est écrasée. La Commune possède une héroïne, **Louise Michel**, institutrice, qui a participé à tous les combats. L'Etat ne fusillant que les hommes, elle est jugée puis déportée en Nouvelle-Calédonie. Elle est amnistiée en 1880, avec tous les autres communards. Elle a publié ses *Mémoires* en 1886.



REPUBLIQUE FRANCAISE
N 22 LIBERTÉ — EGALITÉ — FRATERNITÉ N 22

COMMUNE DE PARIS

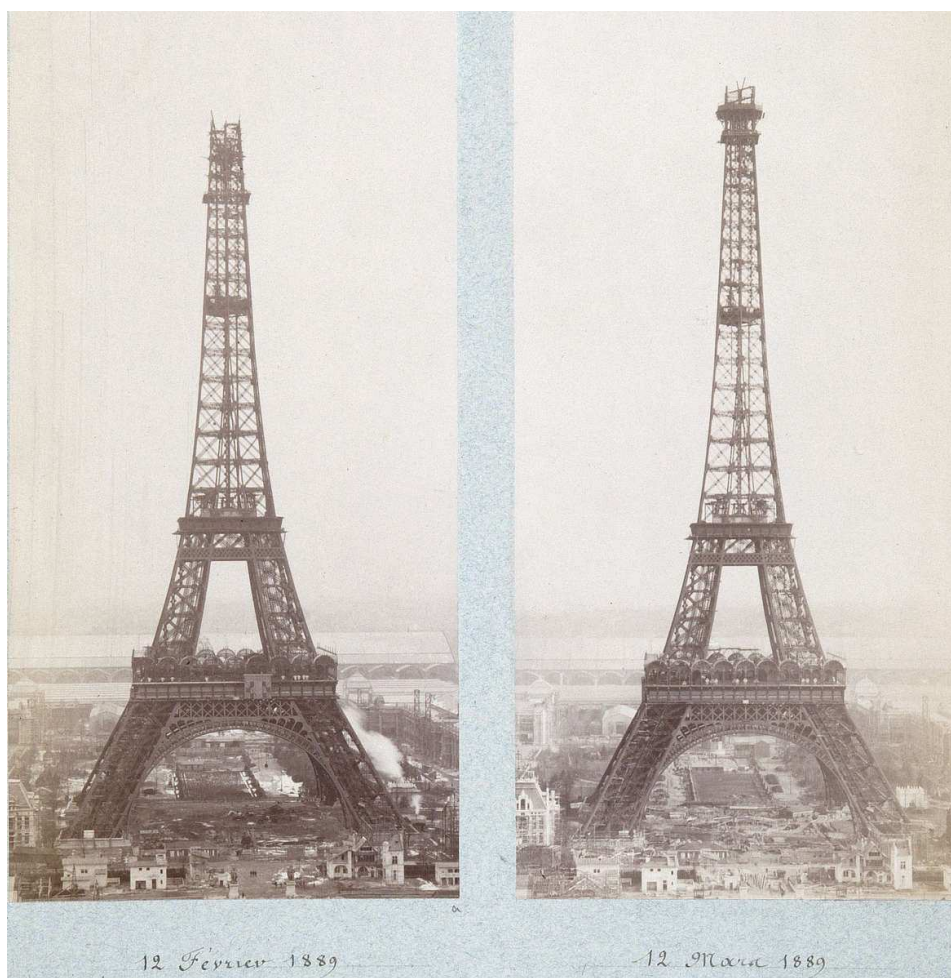
La Commune de Paris DÉCRÈTE :

- 1° La conscription est abolie ;
- 2° Aucune force militaire, autre que la garde nationale, ne pourra être créée ou introduite dans Paris ;
- 3° Tous les citoyens valides font partie de la garde nationale.

Hôtel de Ville, le 29 Mars 1871.
LA COMMUNE DE PARIS.

Le traité de paix de Francfort (10 mai 1871) contraint la France à abandonner à l'Allemagne ses deux provinces à la frontière du Rhin, l'Alsace et la Lorraine. La France doit aussi payer une lourde indemnité de guerre, mais pour l'essentiel, la "République sans républicains" est sauvée. En 1873, le conservateur Thiers est remplacé à la tête du pouvoir exécutif par un légitimiste, le maréchal **Mac-Mahon**, qui a dirigé la répression contre la Commune. Le gouvernement poursuit alors une politique active de promotion de valeurs morales, tout en surveillant de près une possible renaissance du mouvement ouvrier. A l'occasion de révisions des lois constitutionnelles, Mac-Mahon est officiellement désigné en 1875 **président de la République**, le chef de l'Etat sera désormais élu pour sept ans. Mais dès l'année suivante, le climat politique se retourne, les républicains reviennent en force dans les chambres, qu'ils contrôlent totalement en 1879, forçant la démission de Mac-Mahon.

La démocratie républicaine est désormais installée en France, elle ne sera interrompue que quelques années au cours du siècle suivant, pendant la seconde Guerre mondiale. Or, le camp républicain se partage déjà entre réformistes (radicaux) et modérés ("opportunistes"). C'est le camp des modérés qui domine l'Assemblée, et sous la présidence du premier chef de l'Etat républicain, **Jules Grévy**, le premier ministre **Jules Ferry** prend en 1881 l'initiative de mesures populaires : liberté totale pour la presse et enseignement primaire laïc et gratuit pour tous, obligatoire de 6 à 13 ans. La liberté d'association sera votée en 1884, de même que l'élection des maires des communes, jusque là désignés par l'Etat. Cette même année, il est décidé que Paris sera l'hôte d'une Exposition Universelle en 1889, pour fêter le centenaire de la Révolution. En 1887 commence alors la construction d'une étrange structure de fer qui doit célébrer la puissance industrielle de la France. Deux ans plus tard, la **Tour Eiffel** est achevée,



Entretemps, la politique coloniale française se poursuit, nettement plus agressive, soit sous forme de **protectorat**, qui laisse une marge de souveraineté aux peuples soumis par la France, soit sous forme de colonisation pure et simple, l'administration du pays occupé dépendant directement de la métropole. La première forme est en fait souvent le prélude à la seconde. Entre 1874 et 1900, les corps expéditionnaires font tomber de nombreuses régions sous la tutelle française : en Afrique, après l'Algérie, c'est le Congo, le Soudan, la Tunisie, le Maroc, le Gabon, le Niger, le Dahomey, le Tchad, la Haute-Volta, Madagascar. En Asie, que l'on atteint beaucoup plus facilement depuis la mise en service en 1869 du canal de Suez, la péninsule indochinoise (Annam, Cambodge, Laos) passe entièrement sous contrôle français. En Chine, la France renforce ses positions dans le sud (Yunnan, Canton) mais aussi sur la côte est, à Shanghai; en 1900, la France participe au corps expéditionnaire européen qui écrase la révolte des Boxers. Le domaine colonial de la France atteint son apogée durant cette période, il couvre une superficie seize fois plus grande que celle de la métropole.

La droite républicaine se maintient au pouvoir exécutif mais doit faire face à la montée de l'opposition de la gauche radicale, ainsi que des socialistes. Le peuple français se méfie également de ce gouvernement né du massacre de la Commune, qui a épousé les valeurs bourgeoises, et dont la corruption de certains de ses membres devient apparente à la suite de quelques "affaires". En 1891, le jour de la Fête du Travail, célébrée par les ouvriers depuis l'année précédente, les troupes tirent sur un rassemblement de manifestants à Fourmies (Nord) qui réclament la journée de travail limitée à 8 heures. En 1893, la menace socialiste se fait plus pressante, 50 députés, dont **Jules Guesde** et **Jean Jaurès**, arrivent à la Chambre. L'année suivante, le président **Sadi Carnot** est assassiné par un anarchiste italien qui voulait venger ses camarades militants condamnés à mort et dont la grâce avait été refusée par le président.

Le siècle se conclut par une "affaire" qui révèle clairement les divisions profondes au sein des Français : le procès du capitaine **Dreyfus**, un officier juif de l'armée française condamné injustement en 1894 pour trahison et espionnage. L'écrivain **Emile Zola** prend la tête du mouvement dreyfusard lorsqu'il publie le 13 janvier 1898 dans le journal *L'Aurore* une lettre ouverte au président, intitulée *J'accuse*, dans laquelle il dénonce une série d'officiers qui ont manipulé l'instruction. Cet article, qui vaut une condamnation à son auteur et son exil pour un an, provoque un débat sans précédent dans la société française, mettant au jour les tendances xénophobes d'une section de la population française, représentée par la droite nationaliste, militariste et antisémite. La République est même mise en danger, ce qui provoque une alliance entre socialistes et modérés. L'Affaire Dreyfus révèle aussi le rôle naissant de la presse écrite, un "quatrième pouvoir" qui ne cessera pas de s'affirmer au cours du **20e siècle**.



Le 20e siècle : de 1900 à nos jours

- [Le nouveau siècle](#)
- [La Première Guerre mondiale](#)
- [L'Entre-deux-guerres](#)
- [La Seconde Guerre mondiale](#)
- [La IVe République et la décolonisation](#)
- [La Ve République](#)

Les premières années du 20e siècle ont été surnommées la "**Belle Epoque**". Avec raison probablement, car ce sont des années d'insouciance et de confiance, d'inventions et de réalisations diverses. Les problèmes existent certes, mais l'optimisme domine, la "**fee électricité**" accomplit des merveilles, la "**petite reine**" donne l'occasion de faire les premiers tours de France à bicyclette, la musique peut s'écouter chez soi, sur d'élégants **gramophones**. Fallait-il que cet optimisme initial soit sanctionné ensuite par des événements qui font du 20e siècle le plus violent et le plus meurtrier de l'Histoire? Ces millions de morts, engendrés par les machines infernales de deux guerres mondiales et de dizaines de conflits régionaux, étaient-ils déjà inscrits dans cette gaieté imperturbable de la Belle Epoque? Pourtant, au cours de ce même siècle bouleversant, des centaines de millions d'autres hommes et de femmes ont aussi retrouvé leur liberté et, comme le stipule la Constitution française, le droit à disposer d'eux-mêmes, qu'ils ont parfois arrachés avec violence des mains de leurs anciens maîtres. Serait-ce le signe d'un équilibre pour l'avenir ? Dans ce siècle dont les faits appartiennent plus au monde qu'à un seul pays, la France a plongé au cœur de l'arène internationale à la mesure exacte de ce qu'ont été sa place et son rôle dans l'Histoire. Et cela a représenté un coût formidable : de 1939 à 1962, le pays n'a pratiquement pas cessé d'être en guerre et l'Empire de la IIIe République, autour duquel la France avait largement construit sa puissance et son influence, a totalement disparu.

Le nouveau siècle (1900-1914)

En 1900, la France entre dans le 20e siècle avec tous les signes de la modernité qui s'installent. La capitale se prépare d'ailleurs à accueillir une foule de visiteurs pour l'**Exposition universelle**, qui célébrera d'avril à novembre les merveilles de la science et des techniques. Paris est une ville de 4 millions d'habitants, encombrée par une intense circulation malgré les grandes avenues qui la traversent, créées par **Hausmann** sous le Second Empire. Les maisons sont équipées avec l'eau et le gaz, et de plus en plus de foyers bénéficient de l'électricité. Pour remédier à la congestion chronique de la ville, un moyen de transport révolutionnaire a été imaginé, le **métro**. Commencée en 1898, la première ligne souterraine est inaugurée le 14 juillet 1900. Grâce au métro, on peut dorénavant parcourir la ville d'est en ouest en une demi-heure, sur un trajet de dix kilomètres qui comprend seize stations. Les rames de trois voitures se succèdent toutes les six minutes, le tarif est de 20 centimes aller-retour pour les ouvriers, 25 centimes pour un aller simple en première classe. Le succès est immédiat, les Parisiens adorent leur métro, qui désormais ne cessera pas de s'agrandir. En 1914, le réseau métropolitain transporte déjà un million de passagers par jour.

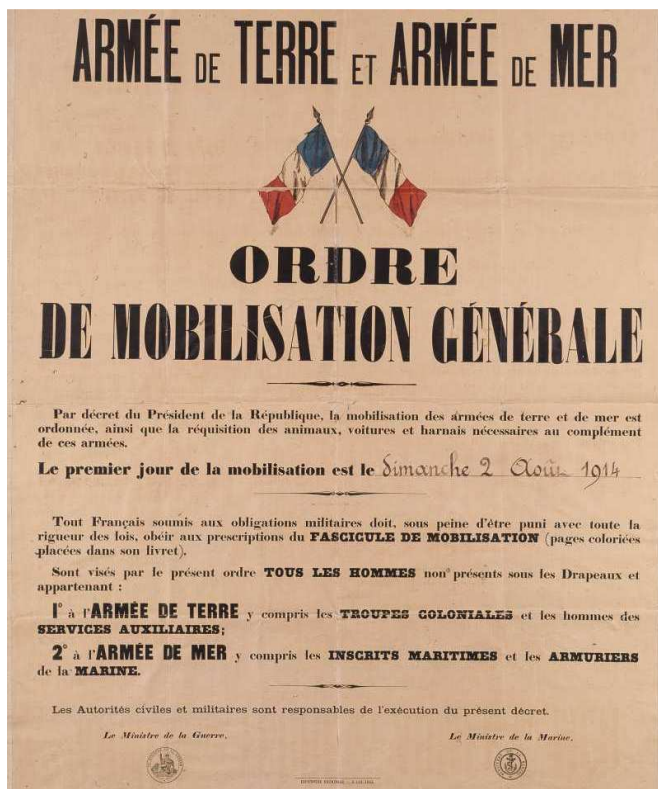
L'exploit en juillet 1909 de **Louis Blériot**, un ingénieur français, ouvre également de nouvelles perspectives pour le transport, aérien cette fois : en 37 minutes, au départ de Calais, il survole dans son avion les 33 km qui séparent la France de l'Angleterre pour atterrir à Douvres, de l'autre côté de la Manche. Ce succès couronne les nombreuses années d'efforts de Blériot, qui remet l'ingénierie française à la pointe de la recherche en aéronautique, jusque là dominée par les frères Wright, ingénieurs américains.

Les travaux de la science sont aussi fortement marqués par **Marie Curie**, une jeune scientifique d'origine polonaise installée en France depuis 1892. Elle reçoit avec son mari le prix Nobel de physique en 1903, deux ans après sa fondation par l'Académie de Stockholm. Ce prix récompense leurs recherches sur la radioactivité. En 1911, à la suite de sa découverte du polonium et de l'uranium, elle reçoit son deuxième prix Nobel, un fait qui reste encore unique dans l'histoire du plus prestigieux des prix. Ses travaux auront un impact considérable dans de nombreux domaines de la science, et en particulier la médecine. Marie Curie meurt en 1934 d'une leucémie, les cahiers de notes qu'elle tenait dans son laboratoire sont aujourd'hui encore irradiés par ses expériences. L'année suivante, c'est au tour de sa fille Irène d'obtenir le prix Nobel de chimie, pour ses travaux permettant la fabrication artificielle de la radioactivité.



Au plan politique, le débat autour de l’Affaire Dreyfus a conduit à la formation d’un ministère de "**Défense républicaine**" qui puisse contenir l’influence du camp des anti-dreyfusards, regroupant de manière informelle les monarchistes, les nationalistes, les catholiques et les militaristes. Une certaine radicalisation du gouvernement se produit durant cette période, connue sous le nom de "**République anticléricale**" (1899-1906). L’Eglise est particulièrement visée : en 1904, le gouvernement français rompt les relations diplomatiques avec le Vatican et l’année suivante, une loi stipule que si la liberté de culte reste toujours reconnue dans le pays, l’Etat ne subventionnera plus les opérations liées à ces cultes, parmi lesquelles figurent les salaires des évêques et des prêtres. La loi signifie de fait la fin du Concordat signé par Napoléon en 1801, et la IIIe République déclare ainsi formellement la **séparation de l’Eglise et de l’Etat**, dont on peut faire remonter l’association jusqu’à Clovis, au 5e siècle. Cette mesure provoque naturellement d’importantes protestations dans le camp catholique, notamment lorsque le gouvernement procède aux **inventaires des biens de l’Eglise** (1906) pour les transmettre à des associations "cultuelles" regroupant ses fidèles. Toutefois, cette nouvelle autonomie de l’Eglise ne provoque pas d’affrontements durables entre catholiques et laïques, elle contribue au contraire à affaiblir le mouvement anticlérical en France, qui formait la base de l’alliance entre les différentes tendances de la gauche. Les années qui précèdent le premier conflit mondial vont d’ailleurs révéler de nombreuses fractures au sein du camp républicain, divisé entre modérés, radicaux et socialistes. A partir de 1910, une instabilité ministérielle s’installe, provoquant pas moins de neuf changements de gouvernement en quatre ans. Cette instabilité de l’exécutif, causée par les changements fréquents du personnel législatif dans des chambres dont les majorités se font et se défont selon les résultats électoraux et les alliances des partis, va d’ailleurs être la marque distinctive de la vie politique française, au moins jusqu’en 1958.

La Première Guerre mondiale (1914-18)



La tension entre l’Allemagne et la France ne cesse de s’aggraver après 1910, l’Alsace et la Lorraine cédées aux Allemands en 1871 restent au cœur du contentieux entre les deux pays. Alors que les armées allemandes s’équipent et se renforcent, les députés français se disputent sur la durée du service militaire obligatoire en France, qui passe de deux à trois ans, selon la législation du moment. Les socialistes, dont fait partie **Jean Jaurès**, pacifistes et antimilitaristes, s’opposent vivement à une perspective de guerre. Cependant, à la suite de l’assassinat à Sarajevo en juin 1914 de l’archiduc d’Autriche, l’Allemagne et l’Autriche-Hongrie forment une alliance (les **Empires centraux**) pour envahir la Serbie. En réponse, **Raymond Poincaré**, alors président de la République, signe un traité d’amitié avec l’Angleterre et Nicolas II, Tsar de Russie (la **Triple Alliance**). Les événements se précipitent alors, le pacifiste Jean Jaurès est assassiné, laissant le champ libre aux promoteurs de la guerre. Le 1er et le 3 août 1914, l’Allemagne déclare successivement la guerre à la Russie puis à la France. Aussitôt, une "**union sacrée**" de l’ensemble des politiciens français se met en place et la mobilisation des troupes françaises est organisée dans l’enthousiasme. Tout le monde est persuadé que le conflit sera régional et de courte durée. Or, cette guerre durera quatre ans et elle prendra une dimension mondiale, pour la première fois dans l’histoire.

Même si ce conflit implique des nations aussi lointaines que le Japon et les Etats-Unis, ou plus proches, comme le Portugal, l’Italie, la Roumanie et la Grèce qui combattent, aux côtés de la Triple Alliance, les Empires centraux et leurs alliés, la Turquie et la Bulgarie, le champ de bataille se situe largement sur le territoire français. L’offensive allemande est d’abord repoussée par les armées françaises du maréchal **Joffre**, le long des rives de la Marne, à l’est de Paris, sur un front de 300 km qui engage deux millions d’hommes. Pour attaquer les troupes allemandes, des milliers de soldats français sont transportés au front par des taxis. L’année suivante, en 1915, les armées allemandes tentent d’attaquer par la mer du nord, mais sans succès. A l’automne, une vaste offensive franco-anglaise en Champagne est un échec, faisant des centaines de milliers de victimes. Le front se stabilise alors dans l’est et en 1916 commence la **bataille de Verdun**, un enfer qui durera près d’un an, de février à décembre. La bataille se déroule en grande partie dans un immense réseau de **tranchées** où périssent dans d’horribles conditions 300.000 soldats de chaque camp, tandis que 700.000 autres sont mutilés, blessés ou disparus.

L'année suivante, en 1917, **Georges Clémenceau**, président du Conseil, relance l'offensive française, mais sans grand succès, malgré ses déplacements personnels sur le théâtre des combats pour encourager les "**poilus**", surnom donné aux soldats français. Par ailleurs, à la suite de la destruction de cargos américains par les Allemands, les Etats-Unis, qui avaient adopté jusque là une position isolationniste, entrent dans le conflit pour combattre aux côtés de la France et de l'Angleterre. Sur le front politique domestique, alors que se multiplient dans l'armée les mutineries et les désertions, les ministres socialistes, rompant l'Union Sacrée, quittent le gouvernement, en protestation contre les offensives meurtrières massives qui entraînent les pertes inutiles de soldats. En décembre 1917, une autre donnée change les conditions du conflit : la révolution bolchévique qui éclate à Moscou stoppe les hostilités sur le front russe, permettant alors aux Allemands de renforcer leurs positions sur le front occidental.

En mars 1918, les troupes du Reich gagnent des positions en Flandre et en Champagne et arrivent à 65 km de Paris, qui est alors bombardée par des canons allemands de 30 mètres de long. Le front est cependant contenu aux environs d'Amiens jusqu'à l'arrivée des renforts américains, en juillet. Avec cette supériorité numérique, qui s'ajoute à l'utilisation par les troupes alliées des avions et des nouveaux chars d'assaut mis au point par le fabricant d'automobiles Renault, les armées du Reich sont dominées et battent finalement en retraite. Au mois de novembre, la Turquie et l'Autriche-Hongrie capitulent, ne laissant plus de choix à l'Allemagne, qui accepte la défaite à son tour. L'**armistice** est signé le **11 novembre** à **Rethondes**, près de Paris. Cette guerre la plus meurtrière de l'histoire a fait plus de huit millions de morts.



La **Conférence de la Paix** commence en janvier 1919, mais les Alliés victorieux y découvrent leurs divisions. La France, représentée par **Clémenceau**, exige des réparations maximales de la part de l'Allemagne, l'Angleterre toutefois ne souhaite pas que la France sorte excessivement renforcée de cette victoire, les Etats-Unis adoptent une position plus neutre, exigeant la création d'une Société des Nations qui puisse régler les futurs conflits. Les négociations aboutissent finalement au **Traité de Versailles**, signé en juin 1919. Selon les termes de l'accord, l'Allemagne doit rendre l'Alsace et la Lorraine à la France; elle doit payer pour réparations de guerre 132 milliards de marks-or, dont la moitié va à la France; la Rhénanie et la Sarre, provinces limitrophes de la France, seront occupées et démilitarisées; il est interdit à l'Allemagne de développer un armement et de posséder une armée de plus de 100.000 hommes; toute alliance avec l'Autriche lui est également interdite; enfin, l'Allemagne doit remettre toutes ses colonies situées dans le Pacifique à l'Australie et au Japon tandis que celles d'Afrique sont partagées entre la Belgique, l'Angleterre et la France. Ce traité, qui humilie profondément l'Allemagne, va avoir des conséquences désastreuses pour l'économie du pays. Il va aussi bouleverser la carte politique de l'Europe, exacerbant de nombreux sentiments nationalistes.

L'Entre-deux-guerres (1919-1939)

La victoire de la France en 1918, ainsi que la crainte diffuse parmi la population des "possédants" que la révolution russe (*le péril bolchévique*) ne s'étende en Europe, permettent aux républicains conservateurs de revenir au pouvoir en 1919. **Raymond**

Poincaré, ancien président de la République, remplace son vieil ennemi, le modéré Georges Clémenceau, à la présidence du Conseil. Le nouveau gouvernement forme le **Bloc national**, qui réprime durement des grandes grèves ouvrières durant l'hiver. Poincaré exige par ailleurs que l'Allemagne paie régulièrement ses dettes de guerre et décide en 1923 **l'occupation de la Ruhr** par les troupes françaises. Cette mesure provoque une panique dans les milieux financiers européens, ainsi qu'une intense spéculation sur le franc. Pour protéger la monnaie nationale, Poincaré augmente alors les impôts de 20%, une décision très impopulaire qui entraîne la défaite du Bloc national aux élections législatives de 1924, gagnées par les radicaux et leurs alliés socialistes. Le nouveau président du Conseil, **Edouard Herriot**, visant les "possédants", propose quant à lui de créer un impôt sur le capital. Cette fois, des fortunes quittent la France massivement, provoquant une nouvelle crise monétaire. Herriot est forcé à démissionner en 1926 et Poincaré est alors rappelé pour former un **gouvernement d'union nationale**, qui embrasse les différentes tendances à l'Assemblée. Grâce à une politique ferme d'économies et de mesures fiscales, Poincaré réussit à restaurer la confiance et à stabiliser le franc. Ce succès assure d'ailleurs une nouvelle victoire politique à la droite aux élections législatives de 1928. Poincaré démissionne pour des raisons de santé l'année suivante, mais l'économie française, pour l'instant remise sur ses rails, connaît une certaine prospérité.

Les années vingt ne peuvent pas être seulement définies par une série de troubles monétaires et politiques. C'est aussi une période de profonds changements culturels au sein d'une nouvelle société qui, après les horreurs de la Grande Guerre, se réjouit de la paix retrouvée. Si la période qui précède la première guerre mondiale a reçu le surnom de "**Belle Époque**", celle qui lui succède a été nommée les "**Années Folles**". Les femmes jouent un rôle important dans cette mutation de la société. Pendant les années de guerre, elles remplaçaient les hommes dans les industries, elles étaient devenues les "chefs de famille", elles ont acquis une indépendance sans précédent. Le taux de natalité a par ailleurs fortement baissé, créant les conditions d'une plus grande liberté des femmes, qui ne sont plus seulement des mères. L'écrivain **Colette**, par ses ouvrages et sa personnalité, symbolise bien ce renouveau féminin, ainsi que la styliste **Coco Chanel**, qui impose ses vues révolutionnaires sur le vêtement féminin. Un roman d'un ancien président de la *Société des Lettres*, Victor Margueritte, intitulé *la Garçonne*, qui vendu à 150.000 exemplaires dès sa parution en 1922, fait le procès de la société masculine et bourgeoise qui opprime la moitié de la population, les femmes. Par ailleurs, le **surréalisme**, que son principal théoricien **André Breton** définit dans un manifeste daté de 1924, engage la création littéraire et artistique dans une véritable révolution culturelle, où le culte radical de la liberté prend une place centrale.



En 1930, le gouvernement conservateur d'**André Tardieu** décide de mesures fiscales importantes en faveur des moins riches : l'école secondaire gratuite et la création des **assurances sociales**, qui permettent aux employés et ouvriers qui paient une cotisation régulière de se faire rembourser leurs dépenses de santé. Ce même gouvernement décide par ailleurs de commencer la construction de la **ligne Maginot**, une frontière fortifiée entre la France et l'Allemagne. La France présente aussi en 1931 sa troisième **Exposition coloniale** à Vincennes, aux portes de Paris, dans laquelle elle veut célébrer la gloire de son empire qui doit apporter la civilisation aux peuples qui en sont privés. Toutes ces mesures veulent être les signes d'une économie prospère et d'une république éclairée et généreuse. Mais la crise économique, qui semblait ne pas avoir encore touché la France depuis le "krach" financier de 1929, montre bientôt sa présence, avec en particulier l'accroissement du nombre de chômeurs. En 1932, la récession s'installe définitivement. Capitalisant sur l'insatisfaction populaire, la gauche radicale remporte les élections et revient au pouvoir, mais pour une période de deux ans seulement. Le nouveau gouvernement, qui ne bénéficie dans son exercice que d'un soutien relatif de la part des socialistes, ne parvient pas à redresser l'économie et est forcé à démissionner en février 1934, face à des manifestations de l'extrême-droite qui alimentent un climat antiparlementariste. Depuis un an déjà, **Adolf Hitler** s'est emparé du pouvoir en Allemagne et construit sa propagande autour d'une revanche envers la France.

La menace fasciste contribue à la création d'une stratégie d'union de la gauche pour la reconquête du pouvoir. Le **Front Populaire**, qui rassemble une large coalition de radicaux, socialistes et communistes soutenus par les syndicats de gauche voit le jour en juillet 1935 et remporte largement les élections de 1936. Le gouvernement du socialiste **Léon Blum**, qui comprend pour la première fois des femmes à des postes ministériels, fait immédiatement voter une série de lois sociales dont les plus fameuses sont la semaine de travail limitée à quarante heures et les **congés payés**, qui assurent à chaque travailleur deux semaines de vacances par an sans retrait de salaire. Mais là encore, ce gouvernement de gauche populaire est de courte durée. Le déficit budgétaire, les disputes au sujet de l'intervention dans la guerre civile espagnole, l'opposition du Sénat aux réformes entraînent la démission de Blum en 1937 et l'éclatement de l'alliance. Dès 1938, au moment où Hitler annexe l'Autriche, le front populaire n'existe plus, le gouvernement est dirigé par un radical, **Edouard Daladier**, qui s'appuie sur la droite et exclut les socialistes.

En septembre 1938, Daladier, avec l'Italien **Mussolini** et l'Anglais **Chamberlain**, signent les **Accords de Munich**, dans lesquels sont reconnus les droits de l'Allemagne sur les Sudètes, la partie occidentale de la Tchécoslovaquie, un pays avec qui la France est pourtant alliée. Les Français, qui veulent la paix, approuvent en général ce traité mais Daladier est très critiqué par les représentants de la gauche, qui considèrent la réunion de Munich comme un acte de trahison. Le chef du gouvernement veut cependant toujours croire à la paix et veut surtout préserver l'entente avec l'Angleterre, qui est en faveur de "l'apaisement" d'Hitler. Le calcul échoue, les ambitions d'Hitler sont bien plus vastes : en mars 1939, ses troupes envahissent le reste de la Tchécoslovaquie. En août, à l'issue de négociations secrètes, Hitler signe un pacte de non agression avec la Russie de **Staline**, qui veut éviter une guerre à sa porte. Le 1er septembre, la machine infernale est de nouveau engagée, les armées d'Hitler envahissent la Pologne. Devant une telle provocation, la France et l'Angleterre n'ont désormais plus le choix : le 3 septembre, ces deux pays déclarent la guerre à l'Allemagne.

La Seconde Guerre mondiale (1939-1945)

Dans les mois qui suivent la déclaration de guerre, les armées du IIIe Reich, bien équipées et organisées, appuyées par des blindés et une puissante force aérienne, envahissent sans difficulté la Norvège et le Danemark, puis la Hollande et la Belgique. En mai 1940, après une longue attente ("la drôle de guerre") qui a démoralisé les soldats français, l'armée allemande franchit la frontière près de Sedan, là où s'arrête la ligne Maginot, dont la construction commencée en 1929 était censée assurer à la France sa sécurité. Les *Panzers* allemands traversent facilement les Ardennes, une région de collines que l'on croyait pourtant infranchissables. Les forces allemandes gagnent ensuite les côtes de la Manche, encerclant l'armée française à Dunkerque. Un exode massif de civils vers le sud s'ensuit, des millions de Français terrorisés fuient sur les routes l'avancée allemande. L'armée française, peu préparée à une telle attaque, est écrasée en six semaines et la capitale est envahie le 14 juin. Le 22 juin, le gouvernement français accepte les conditions de l'armistice, qui est signé à Rethondes, au même endroit où l'Allemagne avait reconnu sa défaite le 11 novembre 1918. Quelques jours plus tôt, **Charles de Gaulle**, un officier alors pratiquement inconnu, a pris l'initiative de lancer un appel par radio depuis Londres, dans lequel il demande aux Français de résister à l'envahisseur. Cet **appel du 18 juin** a été peu entendu toutefois. Pour l'instant, l'Alsace et la Lorraine sont à nouveau annexées à l'Allemagne et la France se trouve divisée en deux : le nord de la Loire et la façade atlantique seront sous le contrôle des Allemands, tandis que le sud est déclarée "zone libre" et sera dirigé par un "Etat français", favorable à l'occupant allemand.

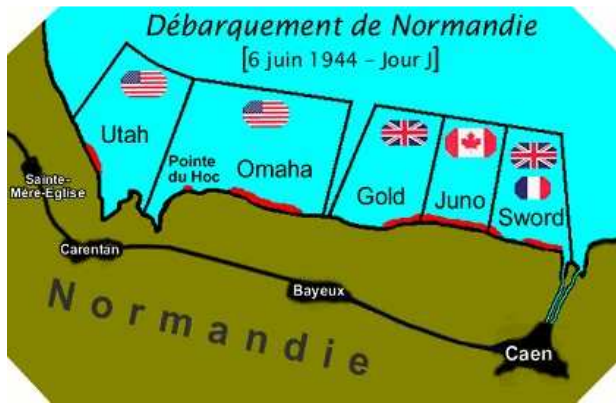
Conduit par le **maréchal Pétain**, 84 ans, héros de la Grande Guerre à Verdun, le nouveau gouvernement s'installe à **Vichy**, ville situé au centre-nord de la zone libre. Ce gouvernement comprend **Pierre Laval**, le plus proche collaborateur de Pétain, ainsi que de nombreux membres du mouvement d'extrême droite *Action française* et des représentants du monde industriel. Il bénéficie également du soutien de la hiérarchie catholique et des milieux nationalistes. Une nouvelle Constitution est immédiatement établie, donnant les pleins pouvoirs au chef de l'Etat, supprimant partis politiques et syndicats, interdisant le droit de grève et s'articulant sur trois principes : **Travail, Famille et Patrie**. Cet ordre nouveau représente en fait une négation complète des acquis de la démocratie française, depuis la Révolution de 1789 jusqu'au Front populaire de 1936. Le 24 octobre 1940, le maréchal



Pétain, en rencontrant personnellement Hitler à Montoire (Loire), confirme la volonté de l'Etat français de collaborer avec l'Allemagne nazie. Les anciens membres du gouvernement (Blum, Daladier, Reynaud), sont condamnés, les opposants au nouveau régime (**Jean Moulin**, **Mendès France**) sont arrêtés; les premières persécutions contre la population juive de France commencent également; elles culmineront en 1942, avec le port obligatoire de l'étoile jaune et les déportations massives des Juifs vers les camps de concentration en Allemagne. Par l'intermédiaire du **S.T.O** (Service du Travail Obligatoire) à partir de 1943, la France envoie aussi sa jeunesse et ses ouvriers travailler pour l'industrie allemande. L'objectif du gouvernement de Vichy est de devenir, dans une nouvelle Europe nazie, la seconde puissance économique et industrielle après l'Allemagne.

Entre l'occupation allemande et la France vichyste, la **Résistance** française s'organise peu à peu. **Jean Moulin**, un jeune préfet qui s'est opposé ouvertement au gouvernement de Vichy, parvient à s'échapper et à gagner l'Angleterre où il retrouve le général de Gaulle, qui a formé un gouvernement pour la France libre, le **Comité national français**. Avec de Gaulle, Jean Moulin organise dès septembre 1941 les premiers réseaux de la Résistance, qui facilitent les passages d'évadés de la zone occupée en zone libre, fournissent de l'aide aux Juifs persécutés, organisent des attaques ponctuelles de sabotage contre l'occupant. En juin 1941, la rupture du pacte germano-soviétique avait déjà décidé de nombreux communistes français à soutenir la Résistance, à laquelle se joindront également des milliers d'hommes qui refusent de participer au S.T.O. Le 1er janvier 1942, Jean Moulin se fait parachuter en zone sud et parvient, en mai 1943, à unifier les différents groupes de résistants sous la même organisation, le **Conseil national de la Résistance** (CNR), qui promet sa fidélité au général de Gaulle. Peu après, le général Delestraint, chef de l'**Armée secrète**, le bras armé de la Résistance, est arrêté à Paris, à la suite d'une dénonciation. Jean Moulin, qui tente de réorganiser l'Armée, est arrêté à son tour le 21 juin 1943 puis torturé par la Gestapo de Lyon. Jean Moulin meurt au cours du

trajet qui doit le ramener dans la capitale. Après lui, la Résistance va continuer, elle jouera un rôle important lors du débarquement en France des troupes alliées.



En novembre 1942, les Allemands envahissent la zone sud de la France, inquiétés par un débarquement allié en Afrique du Nord. Mais les défaites successives sur plusieurs fronts au cours de l'année 1943 affaiblissent considérablement les armées du III^e Reich. Le 6 juin 1944, une force alliée composée de 50.000 hommes est mobilisée pour le **débarquement** sur les côtes de Normandie. L'affrontement est extrêmement meurtrier, faisant des dizaines de milliers de tués parmi les troupes alliées. Malgré ces pertes, l'avance continue, grâce notamment aux interventions des **Forces Françaises de l'Intérieur** (F.F.I.) dirigées par le général **Koenig**, qui gênent ou empêchent le repli et le déploiement des armées allemandes. Ces actions des résistants provoquent l'exaspération des Allemands qui se livrent en représailles à des exécutions massives d'otages, en particulier à **Oradour**, près de Limoges, où la quasi-totalité de la population du village est massacrée. Le 15 août, un autre débarquement franco-américain a lieu en Provence, dont les éléments français sont dirigés par le général **de Lattre de Tassigny**. Dix jours plus tard, le 25 août, ses troupes entrent dans Paris, déjà insurgé depuis une semaine. Le même jour, le général de Gaulle, qui recueille la reddition allemande, prononce devant l'Hôtel de Ville un bref discours, dans lequel il salut la victoire et le courage des Français en oubliant toutefois de rendre hommage à leurs alliés américains et anglais. La capitale et la France sont enfin libérées, de Gaulle prend la tête du **Gouvernement Provisoire de la République Française** (G.P.R.F.) formé dès le 30 août. L'Allemagne capitulera sans conditions un an plus tard, à Reims, en mai 1945.



La IV^e République et la décolonisation (1946-1958)



Vincent Auriol
(1947-1954)

Dans les mois qui suivent la **Libération**, la France entre dans une période d'euphorie à la mesure de la souffrance et des privations qu'elle a connues pendant près de cinq ans. Cette euphorie est incarnée par la renaissance culturelle qui a lieu autour du quartier de **Saint-Germain-des-Prés**, situé sur la **rive gauche** de la Seine, au cœur de Paris. La jeunesse parisienne y célèbre la liberté retrouvée dans les clubs de jazz, comme le **Tabou**, où chantent **Boris Vian** et **Juliette Gréco**; le **café de Flore** deviendra mondialement célèbre quand il sera désormais fréquenté par le philosophe **Jean-Paul Sartre**, créateur de l'**existentialisme**, avec sa compagne, **Simone de Beauvoir**, avocate du droit des femmes. Deux organes de presse dont l'influence sur la vie intellectuelle française ne cessera pas de grandir sont aussi créés dans les mois qui suivent la Libération : *Le Monde*, un journal de centre-gauche, dirigé par Hubert Beuve-Méry, et *Les Temps Modernes*, une revue de réflexion philosophique lancée par Jean-Paul Sartre. Parallèlement à ces développements, un climat de vengeance s'est installé, c'est l'**épuration**. Des milliers d'anciens collaborateurs sont condamnés par la justice et des centaines sont fusillés, dont Pierre Laval, le proche collaborateur de Pétain; plusieurs milliers d'autres ont déjà été exécutés sommairement par des milices incontrôlées, en dehors de tout tribunal. Certaines femmes accusées d'avoir eu des relations avec les nazis sont tondues et soumises à la vindicte publique. Le maréchal Pétain est quant à lui condamné à mort en août 1945 mais sa peine est commuée en détention à perpétuité, en raison de son âge.



René Coty
(1954-1959)

Dès 1945, le gouvernement provisoire de de Gaulle s'engage dans des réformes radicales : **nationalisations** de grandes banques et entreprises, **droit de vote pour les femmes**, création de la **Sécurité Sociale**. En même temps, l'Assemblée élue en octobre 1945, dominée par les partis de gauche, prépare le projet d'une nouvelle Constitution largement basée sur le concept de la III^e République. Le général de Gaulle, partisan d'un exécutif fort qui selon lui a toujours manqué au système précédent, n'approuve pas cette orientation, et cette position de principe l'oblige à démissionner en janvier 1946. La Constitution est finalement approuvée par référendum en octobre et le socialiste **Vincent Auriol** devient le premier président de la **IV^e République**, en janvier 1947. Toutefois, les désaccords au sein de la gauche apparaissent très vite, les communistes quittent ainsi le gouvernement en mai et rejoignent les gaullistes dans l'opposition. L'une des causes principales de

ces disputes est l'attitude à adopter vis-à-vis de l'aggravation de la **crise indochinoise**, qui a éclaté au cours de l'année précédente.

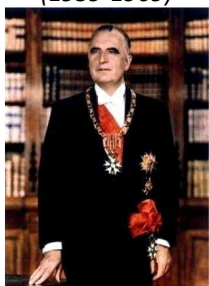
En fait, les conflits émergents dans les colonies de la IIIe République vont être une source permanente d'ennuis pour la IVe République. Les conditions ont changé : la guerre a affaibli l'autorité de la métropole et les colonies qui sont restées libres ont joué un rôle stratégique important durant le conflit. Par ailleurs, l'Angleterre a formé le Commonwealth et s'est déjà engagée dans une politique de décolonisation, ce qui fournit des arguments aux indépendantistes qui veulent se libérer à leur tour de l'empire français. Le **Vietnam**, occupé par les Japonais pendant la guerre, a profité de la libération pour proclamer son indépendance en 1945, ce que la France naturellement refuse. **Hô Chi Minh**, le dirigeant communiste des forces vietnamiennes, organise la résistance dans le nord, avec l'appui de l'Union Soviétique dans un premier temps, puis de la Chine à partir de 1949. Pendant huit longues années de guérilla épuisante que l'opinion publique a nommée la "sale guerre", l'armée française s'enlise dans la jungle indochinoise sans enregistrer de victoire décisive. En 1954, la bataille meurtrière de **Diên Biên Phu** précipite la fin du conflit : isolée dans une vallée, l'armée française est assaillie pendant plusieurs mois sous le déluge de feu des troupes ennemies et doit finalement capituler le 7 mai. Ce désastre entraîne la chute immédiate du gouvernement en métropole. Le socialiste **Mendès France**, le nouveau président du Conseil, partisan de la paix en Indochine et de la décolonisation, forme un gouvernement où figure déjà François Mitterrand. Mendès France signe en juillet 1954 les **Accords de Genève**, qui entérinent l'indépendance du Laos et du Cambodge et partagent le Vietnam en deux zones, au nord et au sud du 17e parallèle. L'Indochine, où 100.000 soldats français ont trouvé la mort durant huit années de guerre, disparaît ainsi de la carte coloniale française.

Au moment où la paix est signée pour l'Indochine, la guerre commence en **Algérie**. Alors que le Maroc et la Tunisie obtiennent leur indépendance de la France sans conflit en 1956, ainsi que la plupart des colonies d'Afrique noire dans les années qui suivent, le cas de l'Algérie est plus complexe. Première conquête de la France au 19e siècle, ce pays a des liens humains et économiques profonds avec la métropole et le gouvernement français n'est pas prêt à les rompre. Les hostilités sont déclenchées le 1er novembre 1954 lorsque la France réagit à des attentats meurtriers et réprime durement un mouvement insurrectionnel du **Front de Libération National (FLN)** algérien. Mendès France, dont les opinions pro-indépendantistes font craindre le pire aux partisans de la fermeté envers le FLN, est forcé à démissionner en février 1955, après seulement sept mois à la tête du gouvernement. De retour au pouvoir en 1956, les socialistes forment un gouvernement conduit par **Guy Mollet**, qui s'engage dans une politique de pacification et de négociations avec l'Algérie. Mais le FLN ne veut entendre qu'un seul mot, l'indépendance. Par ailleurs, l'armée française en Algérie, commandée à partir de 1957 par le général **Massu**, est accusée de torturer les opposants ou de les faire disparaître, ce qui provoque le mécontentement de l'opinion publique. A partir de mai 1957, une série de gouvernements se succèdent à Paris sans parvenir à régler la crise algérienne. En mai 1958, inquiétés par les ouvertures du gouvernement de la métropole en direction du FLN, les Français d'Algérie, l'armée française du général Massu et les autorités policières locales menacent de former un pouvoir insurrectionnel contre la République. Ils demandent l'investiture du général **de Gaulle** et exigent une nouvelle constitution pour la France. La pression réussit : le 3 juin, après avoir formé son gouvernement, de Gaulle reçoit les pleins pouvoirs de **René Coty**, le dernier président de la IVe République, qui vient de s'achever dans la confusion algérienne.

La Ve République (depuis 1958)



Charles de Gaulle
(1959-1969)



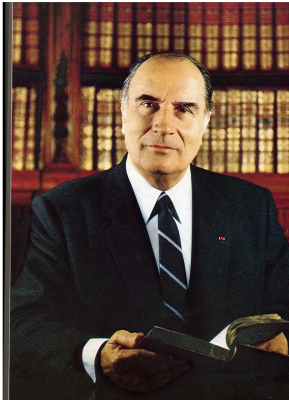
Georges Pompidou
(1969-1974)

Dès son arrivée à la tête du gouvernement, le **général de Gaulle** se charge d'élaborer une nouvelle constitution, ainsi qu'il en a reçu le mandat. Cette nouvelle constitution va rompre totalement avec les précédentes en donnant un pouvoir sans précédent au président de la République, qui devient désormais la figure principale de l'exécutif : le chef de l'Etat est élu pour un mandat de sept ans; même s'il est responsable devant le Parlement, c'est le président qui nomme son premier ministre; le président peut également dissoudre l'Assemblée nationale et consulter la nation par référendum. La nouvelle constitution de la **Ve République** est acceptée à une large majorité par les Français en septembre 1958 et de Gaulle est finalement élu président de la République le 21 décembre. Les premières décisions du gouvernement de **Michel Debré**, le premier ministre, concernent le redressement de l'économie : parallèlement à un plan de réduction des dépenses de l'Etat, le franc est immédiatement dévalué de 17% pour favoriser les exportations et relancer la production. Masquant cette baisse importante de la monnaie nationale, un "**nouveau franc**" est introduit en janvier 1960. Les Français mettront longtemps à s'habituer à ce franc "lourd", par lequel 1 nouveau franc équivaut en théorie à 100 "anciens".

L'Algérie va rester au centre des préoccupations du premier gouvernement de la Ve République au cours de ses quatre premières années d'exercice. De Gaulle, porté au pouvoir par les forces hostiles à l'indépendance algérienne, sera finalement celui qui réglera la difficile "question algérienne". A plusieurs reprises, de Gaulle fait des offres au FLN : la "paix des braves" en 1959, qui provoque toutefois une radicalisation du mouvement indépendantiste; "l'autodétermination"



Valéry Giscard d'Estaing
(1974-1981)



François Mitterrand
(1981-1995)



Jacques Chirac
(1995-2007)



Nicolas Sarkozy

en 1960, qui déclenche à son tour les protestations des "pieds noirs", ainsi que sont appelés les résidents français d'Algérie. En avril 1961, un putsch militaire à Alger entraîne l'affrontement avec la métropole. Le putsch s'appuie sur l'**O.A.S.** (Organisation de l'Armée Secrète) qui milite pour "l'Algérie française". L'opinion publique française est de plus en plus favorable au règlement pacifique du conflit algérien, qui devient plus violent et meurtrier chaque année, non seulement en Algérie, mais aussi en France, où les attentats du FLN et de l'OAS se multiplient, visant les immeubles (la Bourse, le Quai d'Orsay) aussi bien que les personnes (André Malraux, François Mitterrand, futur président de la république). Des manifestations, réprimées par la police, sont organisées par les partis de gauche, des personnalités du monde intellectuel, comme Jean-Paul Sartre, s'engagent nettement en faveur de l'indépendance; au cours de l'une de ces manifestations, en janvier 1962 à Paris, la police tire sur la foule, faisant huit morts.

De Gaulle commence alors des négociations secrètes avec le FLN, qui aboutissent le 18 mars 1962 aux **Accords d'Evian**. Ces accords ouvrent la voie à l'indépendance de l'Algérie, que le peuple algérien devra décider quelques mois plus tard par référendum. Les conséquences de ces accords sont dramatiques : 800.000 Français fuient l'Algérie dans la précipitation pour se réfugier en France; des dizaines de milliers de "harkis", les auxiliaires musulmans de l'armée française, à qui on ne permet pas de quitter l'Algérie, sont massacrés par le FLN; quant à l'OAS, désespérée et décapitée par les arrestations massives, elle multiplie les attentats de représailles, se livre à des exécutions sommaires dans la capitale algérienne et essaiera à plusieurs reprises d'assassiner le général de Gaulle. L'indépendance de l'Algérie est gagnée dans la terreur, mais la dernière guerre française est terminée, après huit ans de conflit. Le général de Gaulle, libérateur de la France en 1944, libère à nouveau le pays en 1962, de son passé colonial cette fois. Par ailleurs, cette Ve République que le général a conçue à sa mesure pour assurer une stabilité politique à la France peut maintenant démontrer qu'elle peut vraiment offrir ce qu'elle a promis.

Charles de Gaulle préfère s'appuyer directement sur la nation que sur les partis qui sont censés la représenter. Le règlement de la "question algérienne" et un attentat manqué contre lui en août 1962 lui ayant assuré la sympathie des Français, le président en profite pour proposer un amendement à la Constitution. Cet amendement prévoit l'élection du président de la République au **suffrage universel**, une dimension qui manquait au système mis en place en 1958. A l'exception de son parti, l'UNR, tous les autres partis s'opposent à ce projet, voyant le danger. De Gaulle dissout donc l'Assemblée, comme il en a le droit, puis il convoque un référendum sur son projet, comme la Constitution le lui accorde. Les Français non seulement approuvent cette modification, mais la nouvelle Assemblée législative que la nation retourne en novembre comporte une large majorité de députés favorables à de Gaulle. La France de 1962 est donc totalement gaullienne, et le général peut ainsi gouverner sans entrave. Dès l'année suivante, de Gaulle démontre la vision qu'il a de la France : une nation forte, indépendante des blocs créés par la **Guerre Froide** et fermement ancrée dans l'Europe. Le 14 janvier 1963, il s'oppose vivement à l'entrée de la Grande Bretagne dans la **CEE** (Communauté Economique Européenne), jugée trop liée aux Etats-Unis; une semaine plus tard, il signe avec le chancelier **Adenauer** un **Traité d'Amitié franco-allemand**, consolidant ainsi les nouvelles relations amicales entre les deux anciens ennemis. En août, de Gaulle déclare l'indépendance militaire de la France, qui possède désormais la bombe atomique. Cette indépendance se matérialisera en mars 1966, lorsque la France se retirera du dispositif militaire de l'**OTAN**. Finalement, en janvier 1964, comme pour achever de mécontenter ses alliés d'Outre-manche et d'Outre-Atlantique, la Grande Bretagne et les Etats-Unis, de Gaulle devient le premier dirigeant d'une nation du bloc occidental à nouer des liens diplomatiques avec la République Populaire de Chine, conduite par **Mao Tse Tung**.

De Gaulle, occupé à sa tâche d'assurer le rayonnement international de la France, voyage beaucoup, il néglige un peu les affaires domestiques. Il est vrai que le pays fait l'expérience d'une certaine effervescence économique : après les années de reconstruction qui ont suivi la paix de 1945, la France connaît une situation proche du plein-emploi, soutenue par une expansion démographique sans précédent. Au gouvernement, des hommes veillent aux affaires, tels que **Georges Pompidou**, premier ministre, et **Valéry Giscard d'Estaing**, ministre des Finances; ils auront tous deux un futur brillant. Sûr de sa popularité, de Gaulle ne se préoccupe guère des élections qui approchent, mais il a tort : en décembre 1965, un certain **François Mitterrand**, un socialiste qui lui aussi aura un brillant avenir, recueille un pourcentage de voix inattendu. De Gaulle est pourtant réélu pour sept ans par une courte majorité. Mais l'avertissement est donné, la République gaullienne ne peut pas être éternelle.

Cette victoire difficile du "héros du 18 juin" révèle les premiers signes d'une crise de confiance dans la société française et gaullienne à ce moment, d'abord touchée par une récession économique en 1967, mais surtout traversée par un ensemble de nouvelles valeurs qui ne sont plus les mêmes qu'il y a vingt ans. Après tout, une génération entière – et nombreuse – en France

n'a pas connu l'horreur du dernier conflit mondial, n'a pas été directement affectée par les privations de la reconstruction, ou encore ne se sentait pas concernée par les luttes coloniales en Indochine et en Algérie. Tous ces drames qui sont au centre de la politique gaullienne n'apparaissent à beaucoup que comme des abstractions ou des politiques dépassées. Par ailleurs, le consumérisme, la recherche de l'opulence, le culte de l'argent et un certain hédonisme de la société d'aujourd'hui qui sort de trente ans de conflits sont des valeurs que rejette la jeunesse de la fin des années soixante.

L'émeute qui éclate en **mai 68** est le symptôme de cette crise de valeurs qui oppose deux générations dans les rues, de chaque côté des barricades. Le mouvement commence le 22 mars 1968 à l'Université de Nanterre, dans l'ouest parisien. Il se répand rapidement dans toutes les universités au cours des semaines qui suivent. Les étudiants sont en grève, ils réclament des réformes de l'enseignement puis, utopistes ou politiques, un changement radical de société, une révolution culturelle. Début mai, la répression de la police devient brutale, de nombreuses arrestations aggravent la violence des affrontements. L'opinion publique, les ouvriers soutiennent le mouvement, partout les grèves paralysent le pays, de gigantesques manifestations ont lieu dans toutes les villes. Le 24 mai, 10 millions de grévistes ont cessé le travail. Face à cette situation proche de l'anarchie, le général de Gaulle est sur le point de démissionner mais, assuré du soutien du général Massu et de l'armée française, il décide de se maintenir. Le 30 mai, dans un discours à la radio, il annonce qu'il dissout l'Assemblée nationale. Le soir même, près d'un million de personnes défilent sur les Champs Élysées pour manifester leur soutien au général de Gaulle. L'ordre revient alors peu à peu, et les grévistes retournent au travail. Fin juin, les gaullistes remportent les élections législatives et s'assurent d'une large majorité à l'Assemblée. Le général a gagné une nouvelle bataille, sociale cette fois.



La révolte de mai 68 ne renverse pas le gouvernement en place mais "l'esprit de mai", cultivé par les intellectuels du pays et les partis de gauche, va changer lentement, et en profondeur, la société française au cours des trente années qui vont suivre. En fait, bien des émeutiers de mai 68 se retrouveront, à partir de mai 1981, dans les bureaux du gouvernement présidé par le socialiste François Mitterrand. Après le départ du général de Gaulle, 79 ans, qui choisit de démissionner en avril 1969 à la suite du rejet par les Français de certaines propositions de réformes, **Georges Pompidou** est élu président de la République. L'ancien premier ministre de De Gaulle choisit la voie du pragmatisme industriel et s'écarte quelque peu de la politique nationale gaullienne. Sous sa présidence, la Grande Bretagne pourra enfin rejoindre la CEE. Mais en octobre 1973 éclate le **premier choc pétrolier**, qui en un an va multiplier par quatre le prix du baril de pétrole. Georges Pompidou n'a pas le temps de mesurer l'ampleur du désastre, il meurt d'une maladie tenue secrète en avril 1974.

De nouvelles élections présidentielles permettent alors à **Valéry Giscard d'Estaing** d'entrer à l'Élysée. Cet ancien ministre de l'économie sous de Gaulle et Pompidou veut adopter un style nouveau, dynamique et réformateur. Au début de son septennat, le gouvernement, avec **Jacques Chirac** comme premier ministre, introduit des réformes radicales, telles que la libéralisation de l'avortement, le droit de vote à 18 ans, un ministère de la condition féminine, un autre de la qualité de la vie... Mais la vie justement devient de plus en plus difficile en raison de la crise économique mondiale qui suit le choc pétrolier. Le chômage augmente de mois en mois, provoqué par la baisse de la production et les fermetures d'entreprises; parallèlement, la croissance des prix provoque une inflation qui devient chronique. En 1979, le second choc pétrolier ne fera qu'aggraver la crise, le gouvernement ne parvient pas à trouver des solutions pour stopper la montée du nombre de chômeurs, qui dépasse maintenant les deux millions et ne cessera pas d'augmenter, atteignant plus de trois millions, soit 12 à 13% de la population active, au cours de la décennie suivante.

Au printemps 1981, au moment des nouvelles élections présidentielles, Valéry Giscard d'Estaing est affaibli par son échec au plan économique et discrédité par un certain nombre "d'affaires" qui mettent en cause son intégrité morale. En face, **François Mitterrand** a réalisé une "union de la gauche" pour soutenir sa candidature et il bénéficie d'une opinion lassée des gouvernements d'héritage gaulliste. C'est dans ces conditions favorables que François Mitterrand remporte les élections du 10 mai 1981, et pour la première fois depuis sa création en 1958, la Ve République permet une **alternance politique** de partis diamétralement opposés. Soutenu par une Assemblée socialiste largement majoritaire un mois plus tard, le nouveau président met en place une "politique de gauche" : abolition de la peine de mort; nationalisation de 9 groupes industriels et de 36 banques; loi sur la **décentralisation**, qui assure aux régions une autonomie sans précédent pour l'enseignement, la formation et le développement. Sur le plan économique et social, le gouvernement décide le relèvement du salaire minimum (SMIC), la semaine de travail à 39 heures (au lieu de 40), les cinq semaines de congés payés (au lieu de 4), la retraite à 60 ans (au lieu de 65). Avec toutes ces réformes, c'est l'esprit du Front Populaire qui plane en France, le retour du gouvernement des ouvriers et des employés. Mais dans un contexte de crise mondiale, la France est la seule parmi les grands pays industrialisés à adopter de

telles mesures, coûteuses pour l'économie. L'inflation continue d'augmenter, ainsi que le nombre de chômeurs, malgré un retournement du gouvernement en 1983, qui s'engage désormais dans une politique de rigueur économique.

La gauche généreuse de Mitterrand ne réussit pas plus dans le redressement des affaires du pays que la droite libérale de Giscard d'Estaing. En 1986, les Français sanctionnent cet échec et choisissent une Assemblée favorable à la droite conservatrice, forçant le socialiste François Mitterrand à nommer le gaulliste **Jacques Chirac** au poste de premier ministre. Il s'agit d'une situation extraordinaire, car elle fait coexister à la tête de l'Etat un chef du gouvernement et un président de la République provenant de camps politiques opposés. Cette forme inédite de gouvernement bicéphale, qui reflète la bipolarité du pays, a été nommée la **cohabitation**. Même si elle n'avait probablement pas été sérieusement envisagée par de Gaulle, cette cohabitation va pourtant prouver qu'elle peut fonctionner en s'imposant comme une caractéristique fréquente de la vie politique française au cours des années à venir.